Rapport d'orientation budgétaire 2019

I- Le contexte national et local 2
I.1 Les mesures nationales concernant les fonctionnaires 2
I.2 La fiscalité sur les déchets et le développement de l'économie circulaire 2
I.3 Les enjeux locaux impactant la communauté de communes 3

II- Les ressources de Coutances mer et bocage 3
II.1 Les forces vives 3
II.2 Situation financière 2018 : un redressement réussi qui doit être conforté dans le temps pour mener à bien le projet du territoire mettre en avant 8
II.3 Zoom sur les dépenses et recettes 2018 de certains services communautaires 12

III- Un budget de fonctionnement qui poursuit l'optimisation des ressources financières, techniques et humaines pour des services publics communautaires toujours plus efficients 13
III.1 Recettes de fonctionnement : des recettes stabilisées 13
III.2 Dépenses de fonctionnement : investir dans les ressources humaines et numériques de demain 17

IV- Investissements 2019-2025 27
IV.1 Réalisations 2018 27
IV.2 Les engagements pluriannuels impactant 2019 27
IV.3 Le plan pluriannuel d'investissement 28
IV.4 Financement du PPI 29

L'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que le président de l'EPCI présente au conseil un rapport d'orientation budgétaire (ROB). Le débat se tient à partir de ce rapport. Outre les orientations générales du budget de l'exercice, le rapport présente les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la collectivité. Il doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs et préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Ce débat permet à l'assemblée d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité et de discuter des orientations budgétaires qui préfigureront les priorités qui seront traduites dans le budget primitif. Il ne donne pas lieu à un vote.

Le débat d'orientation budgétaire est à la fois un outil pédagogique à destination de l'assemblée et un outil de prospective qui doit aider l'assemblée dans ses décisions.

I- Le contexte national et local

I.1 Les mesures nationales concernant les fonctionnaires

En octobre 2017, un accord a été signé entre le Gouvernement et les organisations syndicales sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) dans la fonction publique. Cette réforme, qui devrait entrer en vigueur dès 2018, a été repoussée d'une année par le Gouvernement. Elle entrera donc en application en 2019.
Cette réforme comporte notamment :

- Une revalorisation indiciaire pour les agents de catégorie B et C ;
- Le passage en catégorie A de certains agents relevant aujourd'hui de la catégorie B (éducateurs de jeunes enfants et assistants socio-éducatifs). Pour Coutances mer et bocage, cela concerne 9 agents.

Par ailleurs, le Gouvernement travaille à une revalorisation des frais de déplacement, des frais de mission et de l'indemnisation des jours de compte-épargne temps.

- Le barème kilométrique serait revalorisé de 17%, soit environ +0,05 € par kilomètre ;
- Les frais de nuitée seront revalorisés de 10 € en base, et de 30 € pour les nuits passées dans les grandes villes
- Les barèmes d'indemnisation des jours épargnés seront revalorisés de 10 €. Le plancher à partir duquel les jours pourront être monétisés sera abaissé de 20 jours à 15 jours. En deçà de ce plancher, les jours doivent obligatoirement être pris sous forme de congés.

Le projet de loi de finances prévoit également d'exonérer totalement la part salariale des cotisations d'assurance vieillesse de base et complémentaire sur les heures supplémentaires et complémentaires à compter du 1er septembre 2019.

Enfin, l'année 2019 sera marquée par la mise en place du prélèvement à la source

I.2 La fiscalité sur les déchets et le développement de l'économie circulaire

Pour développer l'économie circulaire, la loi de finances prévoit également une revalorisation du montant de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) en 2021, pour renchérir progressivement le coût de la mise en décharge et de l'incinération des déchets, de façon à ce qu'à terme leur coût soit supérieur de 10 €/t à celui du recyclage.

Parallèlement, elle prévoit une réduction du taux de TVA à 5,50 % pour les prestations de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets ménagers, pour réduire les charges des collectivités qui développent la prévention et la valorisation des déchets.

Enfin, la loi précise les contours de la TEOM. Elle précise notamment les dépenses qui peuvent être financées par la TEOM . D'autre part, la loi prévoit des mesures visant à faciliter la mise en place de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) pour promouvoir la taxation « au poids » de l'enlèvement des déchets. Sur ce dernier point, l'Etat prévoit notamment une baisse temporaire de ses frais de gestion (3% au lieu de 8%) pour les collectivités mettant en place cette TEOMi.

Ces mesures sont les premières traductions législatives issues de la feuille de route pour l'économie circulaire. Les autres mesures devraient se retrouver dans un texte dédié à l'économie circulaire prévu pour début 2109.

I.3 Les enjeux locaux impactant la communauté de communes

Le projet de territoire détermine les grandes lignes d'actions et les priorités politiques pour Coutances mer et bocage, autour de 6 ambitions. Si l'économie, la jeunesse et la qualité de l'environnement sont placées au cœur des priorités d'actions, le projet affirme la nécessité de structurer l'organisation de la collectivité, d'accompagner son passage à l'ère numérique mais également de renforcer la relation de complémentarité entre les communes et l'intercommunalité.

La création de communes nouvelles au 1er janvier 2019 impactera également fortement le territoire et la relation entre l'intercommunalité et les communes. De 64 communes actuellement, Coutances mer et bocage en comptera une cinquantaine l'année prochaine. Cette nouvelle configuration territoriale impose de réfléchir à l'articulation entre les communes et l'intercommunalité, et à leur place respective dans l'organisation du territoire.

II- Les ressources de Coutances mer et bocage

II.1 Les forces vives

II.1.1 Structure et évolution des effectifs

Structure générale

Au 31 octobre 2018, Coutances mer et bocage **compte 372 agents en emplois, 5 apprentis et a recours à 14 personnes par le biais du service missions temporaires** du centre de gestion.
Cela représente 315,50 équivalents temps plein. Cependant, 41% des agents disposent d'emplois à temps non complet, principalement au sein des agents de catégorie C et majoritairement des femmes.

Les agents de catégorie C sont fortement majoritaires puisqu'ils représentent 76,5% des effectifs. A l'inverse, les agents de catégorie A représentent moins de 6% des effectifs et les agents de catégorie B moins de 19%.

⇨ **La structure organisationnelle de Coutances mer et bocage est fortement déséquilibrée et montre le manque de cadres et de cadres intermédiaires au sein des services.**

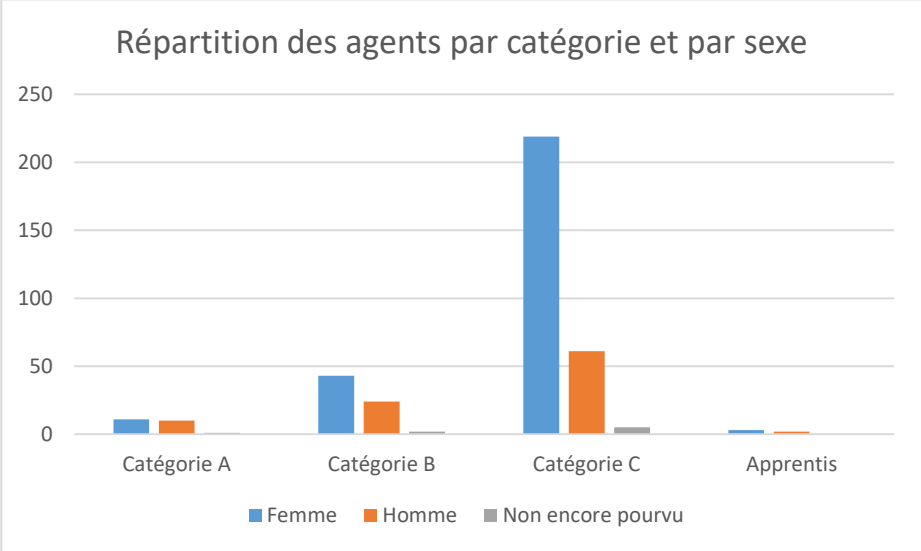
Répartition fonctionnaires - contractuels

Si les fonctionnaires sont majoritaires, ils ne représentent que 70% des effectifs. Ainsi, un tiers des personnes travaillant pour Coutances mer et bocage disposent de contrats de droit public ou de droit privé.

C'est au sein de la direction de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse que les contractuels sont les plus nombreux. Cette direction concentre 66% des agents sous contrat. Cette situation s'explique par le fait que les effectifs de cette direction sont contraints par des taux d'encadrement fixés par l'Etat. Aussi, ces effectifs sont ajustés chaque année en fonction des besoins réels de la collectivité. Les contrats sont donc établis pour une année scolaire et ajustés à chaque rentrée.

⇨ **La part des agents en contrat est très importante.**

Répartition hommes-femmes

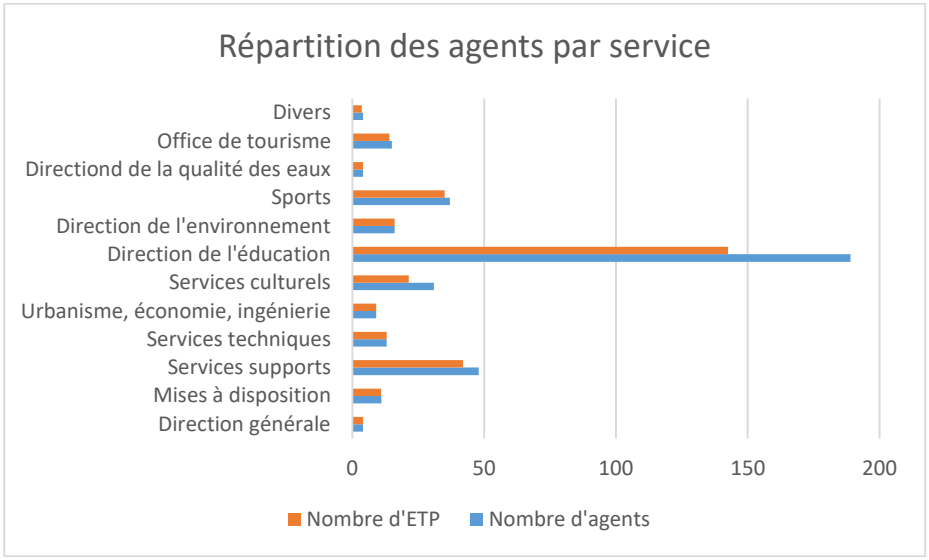


⇨ **La répartition des hommes et des femmes par service reste très classique :**

- **Les femmes sont principalement sur les métiers liés à l'enfance et la jeunesse, au tourisme, à la culture (exception faite de l'école de musique), à l'entretien des locaux, aux finances et aux ressources humaines.**
- **Les hommes sont plus nombreux dans les services techniques, les déchets ménagers, la qualité des eaux, le service infrastructure et numérique.**

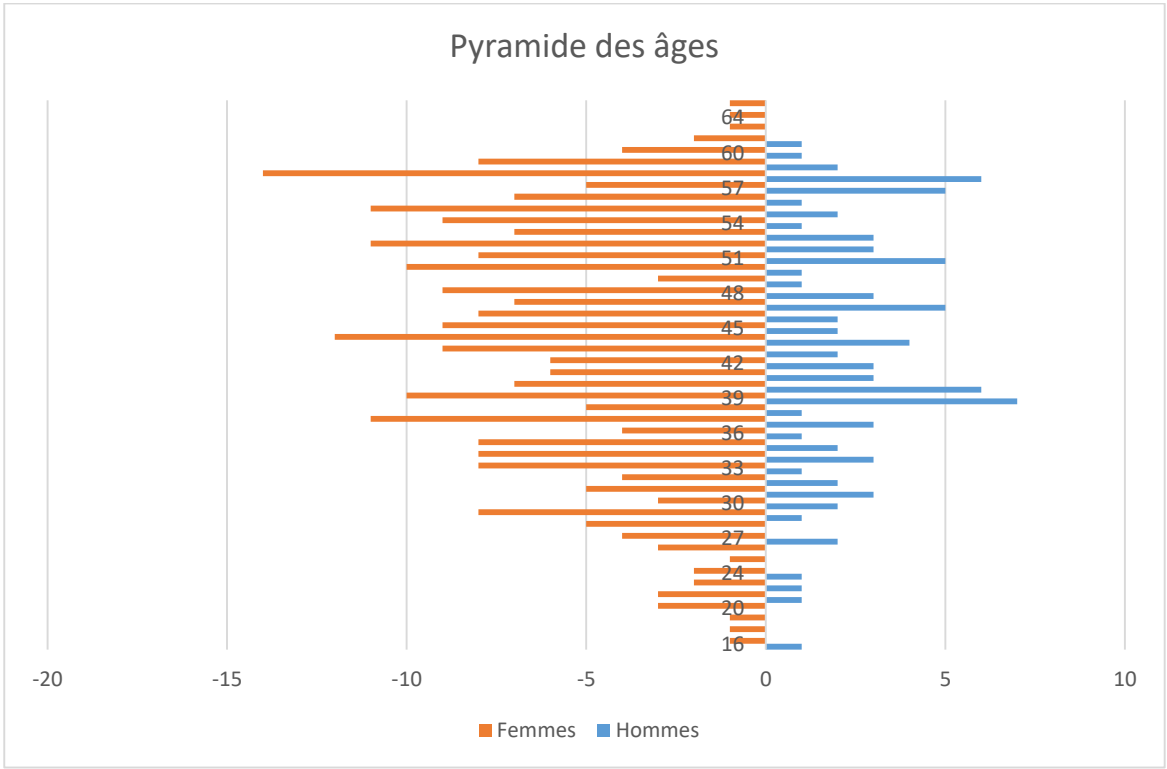
Répartition par services

La direction de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse concentre près de la moitié des effectifs : 49,61% des agents correspondant à 45,16% équivalents temps plein.



Répartition par âge

L'âge moyen des agents est de 44,42 ans (46,8 ans pour les hommes, 43,6 ans pour les femmes).
L'âge médian est de 44 ans, il est identique pour les hommes et pour les femmes.



⇨ **La pyramide des âges met en évidence un pic de départs à la retraite en 2021-2022-2023. Durant ces années, entre trente et quarante agents devraient faire valoir leurs droits à la retraite.**

- La rémunération

La rémunération moyenne brute des agents de Coutances mer et bocage s'élève à 1 861 €, tandis que la médiane s'établie à 1 819 €. Par comparaison, le SMIC s'établi à 1 499 € brut mensuel.

Rémunération moyenne des hommes et ses femmes			
	Femmes	Hommes	Ensemble
Catégorie A	3 466 €	4 116 €	3 740 €
Catégorie B	2 346 €	2 154 €	2 279 €
Catégorie C	1 523 €	2 038 €	1 636 €
Ensemble	**1 729 €**	**2 255 €**	**1 861 €**

En matière de rémunération, la plus faible moyenne des femmes de catégorie A s'explique principalement par le fait qu'elles sont plus nombreuses sur des emplois de chargé de mission, moins rémunérateurs que les emplois de direction.

Sur les agents de catégorie B, la rémunération moyenne des femmes est plus élevée que celle des hommes, quand bien même leur régime indemnitaire moyen est inférieur à celui de leurs homologues masculins. Cet écart s'explique principalement par le fait que les enseignants de l'école de musique, majoritairement des hommes, disposent d'emplois à temps non complet.

Enfin, la moyenne de rémunération des femmes de catégorie C est nettement inférieure à celle de leurs collègues masculins. Cet écart est principalement dû au fait que les femmes occupent des emplois à temps non complet ou des emplois à temps partiel.

La nouvelle bonification indiciaire (NBI)

Vingt agents disposent d'une NBI, représentant un montant mensuel de 2 010 € brut. Si la NBI est importante pour les agents concernés, l'impact de la NBI sur les dépenses globales de personnel est quasiment insignifiant.

Le régime indemnitaire

Le régime indemnitaire représente environ 9,2% du traitement des agents (9% l'année précédente). Le montant moyen brut du régime indemnitaire est passé de 146 € par agent en 2017 à 157 € en 2018. Cette progression s'explique principalement par la diminution du nombre d'agents suite à l'arrêt des temps d'activités périscolaires. Ces agents, nombreux et sans régime indemnitaire, influaient fortement sur le montant moyen de régime indemnitaire.

Nombre d'agents percevant du régime indemnitaire par catégorie		
	Avec RI	Sans RI
	89%	11%
A	100%	0%
B	92%	8%
C	87%	13%

Répartition du régime indemnitaire entre les hommes et les femmes **Agents de catégorie A**			
	Femmes	Hommes	Tous
Pourcentage d'agents percevant du RI	100%	100%	100%
Montant moyen brut mensuel	499 €	600 €	542 €
Pourcentage d'agents ne percevant pas de RI	0%	0%	0%

Répartition du régime indemnitaire entre les hommes et les femmes Agents de catégorie B			
	Femmes	Hommes	Tous
Pourcentage d'agents percevant du RI	61,67%	30,00%	91,67%
Montant moyen brut mensuel	261 €	274 €	266 €
Pourcentage d'agents ne percevant pas de RI	3,33%	5,00%	8,33%

Répartition du régime indemnitaire entre les hommes et les femmes Agents de catégorie C			
	Femmes	Hommes	Tous
Pourcentage d'agents percevant du RI	66,91%	20,45%	87,36%
Montant moyen brut mensuel	107 €	188 €	126 €
Pourcentage d'agents ne percevant pas de RI	11,52%	1,49%	12,63%

Les heures complémentaires et supplémentaires

Le recours aux heures supplémentaires payées est peu fréquent. En 2018[1], cela représente 112 heures. Elles répondent généralement à des besoins ponctuels liés, par exemple, à l'arrêt de travail d'un agent du service dont l'absence est partiellement compensée par ses collègues.

Le recours aux heures complémentaires est beaucoup plus important. Ces heures sont principalement employées sur la direction de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse qui représente à elle seule plus de 98% des heures complémentaires réalisées.
Une importante baisse est constatée entre 2017 et 2018, principalement liée à l'arrêt des TAP. Cependant, l'arrêt des TAP a également conduit à un report d'une partie des heures complémentaires sur les temps d'accueil périscolaire, notamment suite à la mise en place du doublage sur ces temps de garderie.

	2017	**2018**	**Ecart**
Total heures complémentaires	31 893	23 084	8 809
Moyenne mensuelle	2 658	2 308	350

Le recours aux heures complémentaires constitue également une variable d'ajustement facile et rapide à utiliser. Elles permettent notamment de calibrer le volume des emplois à la baisse et d'ajuster le nombre d'heures en fonction des besoins réels du service.

⇨ **Une vigilance constante est apportée sur l'utilisation des heures complémentaires.**

- Le temps de travail

Au cours de l'année 2018, la première partie du chantier d'harmonisation du temps de travail a été menée à bien, aboutissant à l'approbation du règlement commun des temps de travail lors du conseil du 26 septembre 2018. Le temps de travail effectif pour les agents à temps complet s'élève à 1 607 heures, ainsi que le prévoit la législation en vigueur.
A l'avenir, ces modalités générales devront être déclinées au sein de règlement de service qui prendront en compte la spécificité des services (accueil du public, ouverture le dimanche…).

[1] Les données 2018 concernent la période de janvier à octobre

II.1.2 Les conséquences de la fusion : un niveau d'exigences accrues

Après deux années, les effets de la fusion se font encore fortement sentir sur les services de la collectivité. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ces tensions :

- Un effet de concentration de la charge de travail sur les services de Coutances mer et bocage : là où la charge de travail était auparavant éclatée sur une multitude d'acteurs (les secrétaires de mairie, les maires…), elle se retrouve aujourd'hui concentrée en une collectivité unique. C'est le cas, par exemple, pour l'élaboration des paies et le suivi des carrières des agents.

- Le transfert de compétences s'est accompagné **du transfert d'une charge de travail effectuée auparavant par des acteurs bénévoles (maires, élus municipaux, bénévoles associatifs…) vers des salariés** : Les exemples sont nombreux, nous pouvons citer l'entretien des stades, le management de proximité auprès des agents des écoles…

- Un accroissement du niveau d'exigence envers la communauté de communes. Le niveau d'exigence était moindre sur les communes ou sur les petites communautés de communes. Cela concerne autant les exigences de l'Etat ou des usagers que celles des élus et des agents eux-mêmes. L'augmentation de ce niveau d'exigence est flagrante sur les demandes d'intervention sur les bâtiments, sur les demandes de prospectives et de suivis budgétaires et financiers, sur la prévention des risques professionnels…
En conséquence, le niveau de compétences attendu des agents est plus élevé et souvent plus pointu. Ainsi, auparavant les agents comptables étaient simplement des agents de mandatement. Ils effectuaient les mandats et les titres. Aujourd'hui, Coutances mer et bocage a besoin de véritables agents comptables capables d'assurer de la préparation et du suivi d'exécution budgétaire. La montée en compétence prend du temps.

- Un besoin accru d'outils permettant le travail interservices. L'éparpillement géographique des agents (services supports, urbanisme, qualité des eaux, développement économique, direction de l'environnement…) nécessite la mise en place d'outils facilitant le travail en commun : accès à des dossiers partagés, interconnexion des sites… Cela nécessite de revoir la totalité de l'infrastructure numérique de la collectivité pour l'adapter aux nouveaux besoins et aux nouveaux usages.

- Un besoin et une demande de structuration de l'organisation et des processus décisionnels. Les circuits de décision sont nécessairement plus longs au sein d'une grande collectivité. Par ailleurs, la demande d'harmonisation des manières de travailler est forte pour assurer une véritable équité de traitement des agents et des usagers.

- Enfin, des obligations nouvelles sont à remplir : règlement général de protection des données (RGPD), plan climat air énergie territorial (PCAET), plan de prévention des déchets, open data… Certaines de ces obligations sont nouvelles (RGPD, PCAET), d'autres s'imposaient déjà aux anciennes collectivités et n'avaient jamais été mises en œuvre (plan de prévention des déchets…).

II.2 Situation financière 2018 : un redressement réussi qui doit être conforté dans le temps pour mener à bien le projet du territoire mettre en avant

II.2.1 « Avancer sur deux jambes » : bilan des objectifs fixés par le budget primitif 2018

Le budget 2017 était un budget « 0 », issu de la seule consolidation des comptes des ex entités constituant aujourd'hui Coutances mer et bocage. Le débat d'orientations budgétaires (DOB) 2017 a permis de dresser un diagnostic de la structure financière de la nouvelle communauté et de définir les leviers du redressement budgétaire.

Pour mémoire, la forte dégradation de l'épargne nette constatée entre 2016 (1.5M€) et 2017 (708k€) s'explique par:
- Le transfert, en 2017, du solde d'opérations liées aux déchets ménagers (+335k€) sur le budget annexe Déchets ménagers.
- La surévaluation des attributions de compensation liées à la rétrocession de l'entretien de la chaussée (voies oranges).
- Les charges de structure nouvelles induites par l'évolution du périmètre de compétences .
- La situation financière des communautés du Bocage coutançais et de Montmartin-sur-mer avant la fusion.

Le budget proposé au vote en février 2018 s'appuyait sur deux axes :
- Réduire les dépenses de fonctionnement
- Faire correspondre le niveau de recettes au niveau des compétences exercées.

Le plan d'action suivant a été voté :

1. réduire les dépenses de fonctionnement, via un plan d'économies significatif (740k€)

Les dépenses réelles de fonctionnement inscrites au budget primitif 2018 s'élèvent à 23 096 120€. Ce montant prend en compte un plan d'économies de 740k€ articulé autour de la réduction des budgets des services (-5%), l'optimisation des ressources humaines et la réduction de l'enveloppe de subventions aux associations.

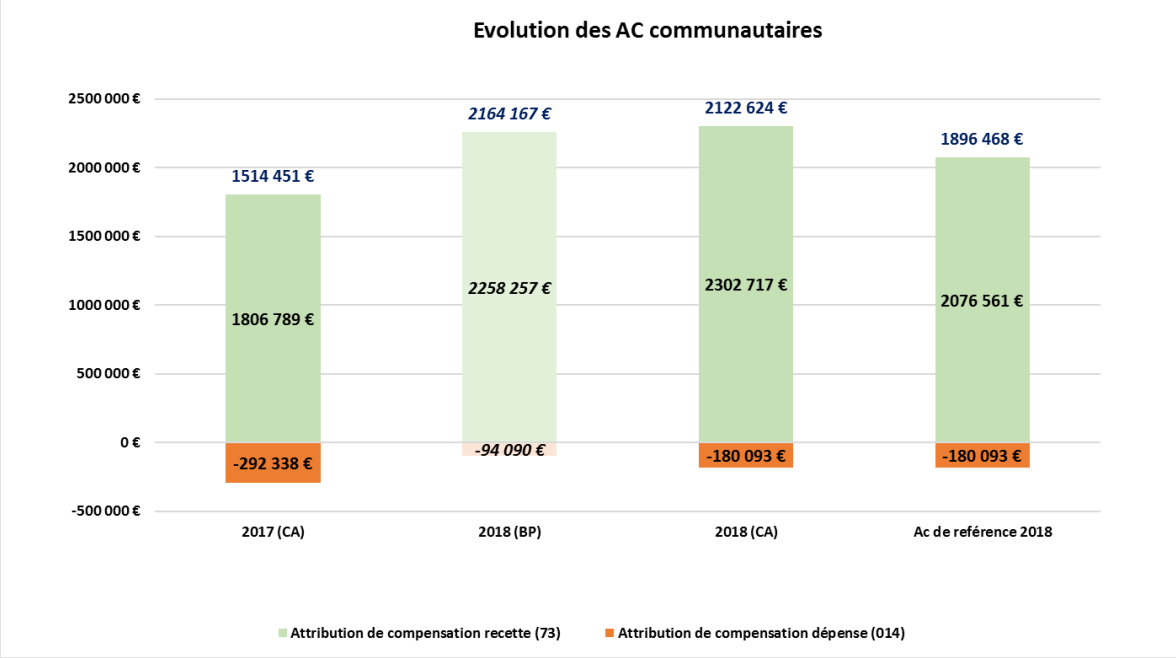
⇨ **Les dépenses réelles de fonctionnement projetées en fin d'exercice 2018 s'élèvent à 23 077 499€. L'objectif financier est atteint.**

2. maintenir le FPIC communautaire au niveau de 2017, malgré la diminution mécanique du CIF (coefficient d'intégration fiscale) de la communauté en 2e année de fusion (dispositif national)

Le montant inscrit au budget (934.7k€) correspondait à 60% de l'enveloppe FPIC.
En juillet 2018, le conseil communautaire a voté une enveloppe de 875.4k€ (soit -60k€ par rapport à l'année précédente).

3. corriger les attributions de compensations communautaires surévaluées ou sous-évaluées lors des transferts et restitutions de compétences opérés en 2017

Les travaux de la CLECT présentés au conseil communautaire le 5 décembre 2018 ont permis de corriger les transferts de charges surévalués ou sous-évalués en 2017.
Du fait du caractère rétroactif des corrections effectuées en 2018, les attributions de compensation soldées en 2018 (et tenant compte du rattrapage 2017) s'élèvent à 2.123K€ soit un montant proche du budget voté (2.164K€). Pour 2019, la nouvelle attribution de compensation de référence s'élève à 1 896k€.



4. Majorer les attributions de compensation d'investissement de 10% (=150k€)

Cette disposition nécessitant l'unanimité des communes intéressées soit l'ensemble des communes de la communauté de communes, la CLECT n'a pas jugé opportun de la soumettre au vote des assemblées délibérantes.

5. Augmenter les taux d'imposition ménages de la Communauté (1.5M€), dans une logique de rééquilibrage de la fiscalité au sein du bloc local[2].

Suite aux Etats généraux du 01 février 2018, le scénario retenu est l'augmentation de la fiscalité. La suppression des attributions de compensation fait l'objet d'une réflexion qui pourrait aboutir en 2020.

SYNTHESE DES LEVIERS	Actions relevant du seul Conseil communautaire	Actions relevant du Bloc local (votes du Conseil communautaire et des conseils municipaux)
1.REALISER DES ECONOMIES	ACTIONNE	
2. MAINTENIR LE FPIC*		PARTIELLEMENT ACTIONNE (-60k€)
3. CORRIGER LES AC		*ACTIONNE : EN ATTENTE DU VOTE DES CONSEILS MUNICIPAUX*
4. MAJORER LES ACI*		NON ACTIONNE (-150k€)
5. AUGMENTER LA FISCALITE MENAGES *	ACTIONNE	

**Composants du pacte financier et fiscal à écrire*

[2] Le DOB avait mis en évidence la dissymétrie entre les recettes communautaires et le niveau de compétences exercées : Coutances mer et bocage percevait en 2017 40% des recettes fiscales directes du bloc communal et 60% du FPIC pour assurer trois quarts des compétences du territoire.

II.2.2 Un retour à l'équilibre certain mais encore fragile

L'exécution du budget 20183 permet à la communauté de communes de retrouver une solidité financière et les marges de manœuvre nécessaires à l'exercice de ses compétences (fonctionnement et investissement).
La CAF (capacité d'autofinancement) brute correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement avant remboursement du capital des emprunts.
Le taux de marge brut prévisionnel[4] 2018 (11.41%) se rapproche de l'objectif fixé par la communauté lors du vote du premier budget (12%).

La CAF nette correspond à la CAF brute à laquelle est retranché le remboursement du capital de la dette. La CAF nette ne tient pas compte des recettes exceptionnelles (302k€ en 2018, du fait des cessions, du transfert de trésorerie de la crèche des galopins et du remboursement de frais sur fluides).

La capacité d'autofinancement nette prévisionnelle 2018 de la communauté (1.8M€) est nettement supérieure aux prévisions (+536k€) : des recettes considérées comme exceptionnelles (+71k€ sur le fonds départemental de péréquation de la TP, +83k€ de remboursement sur salaires, +218k€ de fiscalité) sont venues compléter les recettes attendues au budget.

	CA 2016 (Consolidation CA des 3 CC)	*CA 2017*	*Evolution CA 2017/2016*	*BP 2018*	*Réalisé prévisionnel 2018*	*Evolution CA prév 2018/CA 2017*
Recettes réelles de fonctionnement	**22 626 650 €**	***24 231 076 €***	***7%***	***25 300 738 €***	***26 049 914 €***	***8%***
Dépenses réelles de fonctionnement	**20 412 218 €**	***22 759 000 €***	***11%***	***23 096 120 €***	***23 077 499 €***	***1%***
CAF BRUTE	2 214 432 €	**1 472 076 €**	-33,5%	2 204 618 €	**2 972 415 €**	101,9%
taux de marge brute	9,79%	6,08%		8,71%	11,41%	
(-) remboursement du capital	687 935 €	735 514 €		858 840 €	858 105 €	
(-) solde des recettes exceptionnelles (77-67*)	0	0		0	232 752 €	
CAF NETTE	1 526 497 €	736 562 €	-100,0%	1 345 778 €	1 881 558 €	155,8%
CAF NETTE Retraitée (hors recettes 2018 jugées exceptionnelles : produit FDPTP/013/fiscalité)		736 562 €			1 510 193 €	105,0%

*hors participation annuelle au BA cinémas

Ces marges de manœuvres ne doivent pas être surévaluées :
- Après retranchement des recettes jugées exceptionnelles (371k€ en 2018), la CAF nette 2018 de la communauté s'élève à 1.5M€ (+200k€ /BP2018). Ce niveau de CAF constitue le niveau de référence pour la collectivité.
- **Les recettes de fonctionnement ne seront que peu dynamiques dans les années à venir :** à législation constante, leur évolution se limitera à celles des bases fiscales[5].
- L**e plan d'économie réalisé par l'ensemble des services sur les dépenses à caractère général (-5%) ne peut être renouvelé par l'ensemble des services. De nouveaux services (reconquête de la qualité des eaux) ne permettent pas de maintenir le niveau de charges 2018.**
- L'augmentation des dépenses d'énergie, des contributions obligatoires et obligations réglementaires est inévitable.
- Les problématiques évoquées ci-avant en matière d'évolution des ressources humaines nécessiteront à court terme des moyens supplémentaires (budgets formation, remplacement de certains départs par des agents plus qualifiés).
- **Le projet de plan pluriannuel d'investissement prévoit** 5.4M€ d'investissements en 2019, 6.3M€ en 2020 et 6.2M€ en 2021.

3 Les éléments présentés ci-après s'appuient sur une projection du CA 2018 à la date du 23/11/2018.
4 Rapport CAF Brute /Recettes réelles de fonctionnement
5 Selon les services cadastraux, les valeurs locatives des locaux d'habitation et des locaux professionnels de la Communauté de communes ont été actualisées et sont justes. Si des réévaluations peuvent être opérées sur certaines locaux, elles ne constituent pas une réelle marge de manœuvre.

Budget de transition, le budget 2018 a solidifié la structure du fonctionnement. L'exercice 2019 doit conforter ces marges de manœuvre pour permettre le déploiement du plan pluriannuel d'investissements.

II.3 Zoom sur les dépenses et recettes 2018 de certains services communautaires

A la date de rédaction du présent rapport, les comptes de la communauté ne sont pas clôturés ; cependant, sur la plupart des services, une projection des dépenses et recettes peut être effectuée, au regard des mandats et titres émis, et au regard de la comptabilité d'engagement. Aussi, l'état de crédits consommés au 30 novembre ferait état des consommations de crédits suivantes :

Exécution financière sur les Ecoles au 30 novembre 2018

Chapitre	011	996 434 €	Chapitre	013	45 598 €
Chapitre	012	2 165 150 €	Chapitre	70	5 370 €
Chapitre	014		Chapitre	74	2 000 €
Chapitre	65	270 634 €	Chapitre	75	
Chapitre	67	2 102 €	Chapitre	77	3 847 €
Dépenses de fonctionnement		3 434 320 €	Recettes de fonctionnement		56 816 €
			Reste à charge fonctionnement		**3 377 504 €**

⇨ Coût par habitant : 70,22 €/hab

Exécution financière sur les Garderies au 30 novembre 2018

Chapitre	011	34 974 €	Chapitre	013	483 €
Chapitre	012	313 433 €	Chapitre	70	155 200 €
Chapitre	014	19 690 €	Chapitre	74	606 €
Chapitre	65		Chapitre	75	
Chapitre	67	868 €	Chapitre	77	52 €
Dépenses de fonctionnement		368 965 €	Recettes de fonctionnement		156 341 €
			Reste à charge fonctionnement		**212 624 €**

⇨ Coût par habitant : 4,42 €/hab

Exécution financière sur les Accueils de Loisirs au 30 novembre 2018

Chapitre	011	251 359 €	Chapitre	013	17 961 €
Chapitre	012	758 242 €	Chapitre	70	169 107 €
Chapitre	014	52 705 €	Chapitre	74	13 621 €
Chapitre	65	104 036 €	Chapitre	75	
Chapitre	67		Chapitre	77	
Dépenses de fonctionnement		1 166 342 €	Recettes de fonctionnement		200 689 €
			Reste à charge fonctionnement		**965 654 €**

⇨ Coût par habitant : 20 €/hab

Exécution financière sur la Petite Enfance au 30 novembre 2018

Chapitre	011	154 885 €	Chapitre	013	38 034 €
Chapitre	012	942 920 €	Chapitre	70	733 278 €
Chapitre	014	315 148 €	Chapitre	74	21 619 €
Chapitre	65	237 062 €	Chapitre	75	
Chapitre	67	33 €	Chapitre	77	336 €
Dépenses de fonctionnement		1 650 048 €	Recettes de fonctionnement		793 267 €
			Reste à charge fonctionnement		**856 781 €**

⇨ Coût par habitant : 17,82 €/hab

N.B. : sur les structures accueils de loisirs, garderies et petite-enfance, les recettes du contrat enfance-jeunesse (CEJ) devraient être versées par la CAF fin décembre. Le montant escompté du CEJ pour 2018 est intégré dans les parties II-2 et III, mais sa répartition précise par thématique et par site est en attente.

Exécution financière sur les Médiathèques au 30 novembre 2018

Chapitre	011	115 189 €	Chapitre	013	26 €
Chapitre	012	400 127 €	Chapitre	70	3 989 €
Chapitre	014		Chapitre	74	29 261 €
Chapitre	65	3 500 €	Chapitre	75	
Chapitre	67		Chapitre	77	
Dépenses de fonctionnement		518 816 €	Recettes de fonctionnement		33 276 €
			Reste à charge fonctionnement		**485 541 €**

⇨ Coût par habitant : 10,09 €/hab

Exécution financière sur l'Ecole de Musique au 30 novembre 2018

Chapitre	011	19 301 €	Chapitre	013	1 249 €
Chapitre	012	265 697 €	Chapitre	70	21 776 €
Chapitre	014		Chapitre	74	20 481 €
Chapitre	65	9 260 €	Chapitre	75	
Chapitre	67		Chapitre	77	
Dépenses de fonctionnement		294 258 €	Recettes de fonctionnement		43 506 €
			Reste à charge fonctionnement		**250 752 €**

⇨ Coût par habitant : 5,21 €/hab

Exécution financière sur la Piscine au 30 novembre 2018

Chapitre	011	289 730 €	Chapitre	013	
Chapitre	012	441 756 €	Chapitre	70	248 759 €
Chapitre	014		Chapitre	74	1 353 €
Chapitre	65		Chapitre	75	
Chapitre	67		Chapitre	77	32 977 €
Dépenses de fonctionnement		731 485 €	Recettes de fonctionnement		283 088 €
			Reste à charge fonctionnement		**448 397 €**

⇨ Coût par habitant : 9,32 €/hab

III- Un budget de fonctionnement qui poursuit l'optimisation des ressources financières, techniques et humaines pour des services publics communautaires toujours plus efficients

III.1 Recettes de fonctionnement : des recettes stabilisées

En 2018, l'augmentation de la fiscalité et la correction des attributions de compensation ont permis à la communauté de retrouver le niveau de recettes nécessaires à l'exercice des compétences. En 2019, en dehors des jeux de refacturations liés aux charges de personnel, les recettes de la communauté n'évolueront que sous l'effet de la dynamique des bases et des actualisations tarifaires.

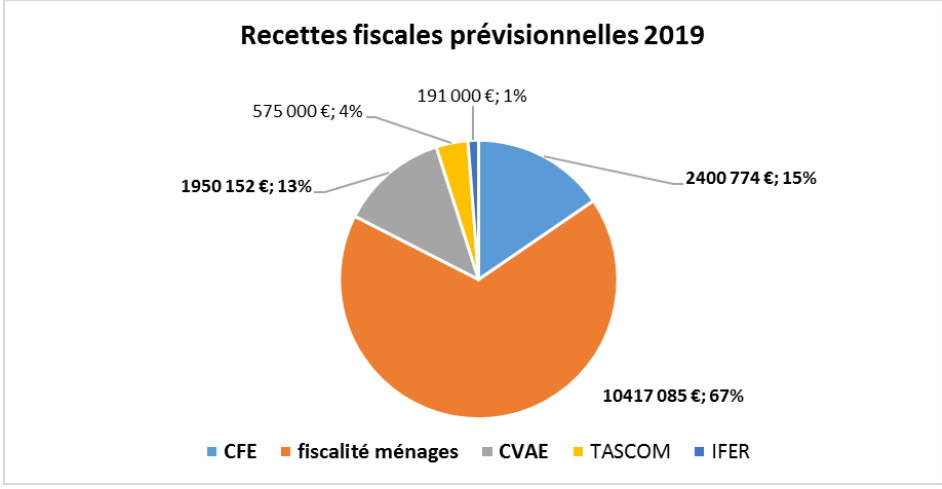
III.1.1 Fiscalité

Les produits liés à la fiscalité attendus sur l'exercice 2019 s'élèveraient à 15.5M€. Cette projection prend en compte :

- Le maintien des taux votés en 2018

- L'actualisation des bases fiscales TH et TF prévisionnelles 2018 de 1.8%. *Depuis 2018, la revalorisation des bases cadastrales est égale au taux de variation, entre novembre n-2 et novembre n-1, de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)[6]. Pour 2019, la variation n'est pas encore connue.*
- Une augmentation des bases fiscales de CFE prévisionnelles 2018 de +1.5%
- L'intégration des bases fiscales d'Anneville-sur-mer (commune déléguée de la commune nouvelle de Gouville-sur-mer), lesquelles apporteraient près de 70k€ de produits communautaires (projection réalisée à partir des bases prévisionnelles 2018 de la commune).
- Le produit de CVAE 2019 prévisionnel notifié par les services fiscaux (1 950 k€ contre 1742k€ en 2018)
- La reconduction des produits 2018 de Tascom (575k€) et d'IFER 2019 (191k€)

<u>Remarques</u> :
- Les recettes fiscales économiques (CFE, CVAE, IFER) perçues sur Anneville-sur-mer seront reversées à la commune sous forme d'attribution de compensation fiscale (dépense au chapitre 014).
- La réforme de la fiscalité locale n'est pas traitée dans le cadre du projet de loi de finances 2019. La réforme fera l'objet d'un texte spécifique attendu au cours du premier semestre 2019.



III.1.2 <u>Attributions de compensation</u>

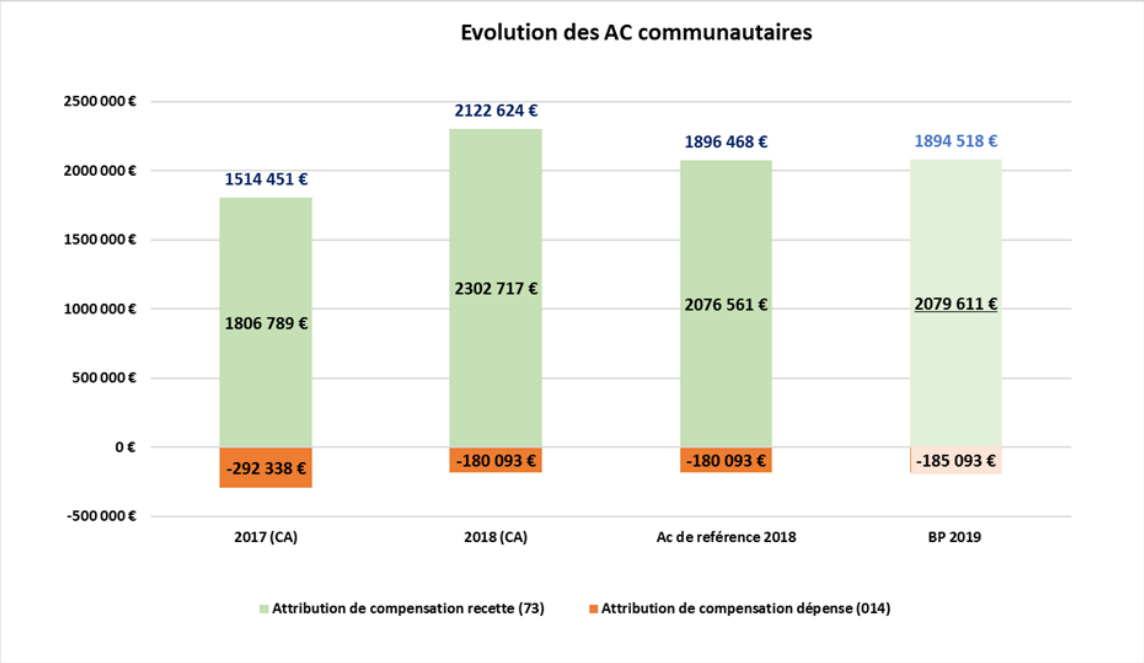
La CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) a été missionnée en 2018 afin de corriger les attributions de compensation surévaluées ou sous-évaluées en 2017. Après corrections, **la recette d'attribution de compensation de référence de la communauté s'élève à 2 076 561€.**

Pour 2019, l'attribution de compensation prévisionnelle prend en compte :
- les ajustements (+3 876€) liés aux transferts d'emprunts de Gouville (+2 467.52€) et d'Orval (+4 414.02€) et à l'extinction des AC d'emprunt à Saint-Denis le Vêtu (-1 961€) et Saint-Martin de Cenilly (-1 045€). Pour rappel, la CLECT a voté le principe d'une actualisation annuelle des attributions

[6] L'article 50 undecies de la loi de finances pour 2017 (article 1518 bis du CGI) a instauré à compter de 2018 une mise à jour annuelle automatique des valeurs locatives des locaux (autres que professionnels) en fonction du dernier taux d'inflation constaté. Ce taux est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) entre le mois de novembre N-1 (2018) et le mois de novembre N-2(2017). En cas de déflation, aucune dévalorisation des bases ne sera effectuée. Le coefficient appliqué aux VLC des habitations correspond à 1 + [(IPC de novembre N-1 – IPC de novembre N-2) / IPC de novembre N-2]. En 2018, le coefficient était de 1.24%. Ce taux ne s'applique pas aux VLC des locaux professionnels.

de compensation en fonction des emprunts transférés, et ce jusqu'à extinction des emprunts transférés.

- L'ajustement des attributions de compensation à Montsurvent et Ancteville (les deux cas seront exposés en CLECT en 2019) pour un montant de -826€.
- L'attribution de compensation fiscale due à la commune d'Anneville-sur-mer. L'ensemble des documents nécessaires au calcul de l'attribution de compensation fiscale ne sont pas réunis. Une AC fiscale provisoire de 5k€ correspondant aux produits économiques que devrait percevoir la communauté est intégrée aux dépenses d'AC de la communauté. Le montant définitif des attributions de compensation de la commune devra être validé en CLECT courant 2019.



III.1.3 Dotation d'intercommunalité

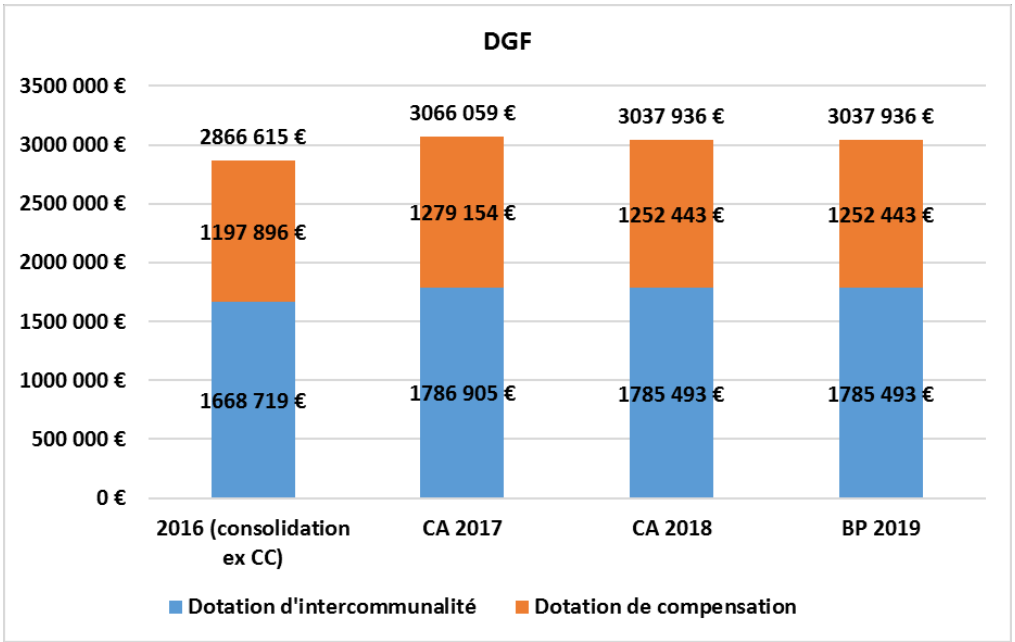
Le projet de loi de finances 2019 prévoit une réforme de la dotation d'intercommunalité. Les principales dispositions discutées portent sur :

- la fin de la bonification DGF,
- la mise en place d'une valeur de point unique quelle que soit la catégorie d'EPCI,
- l'introduction du critère revenu par habitant dans la dotation de péréquation,
- l'incorporation de la minoration de la DGF dans la dotation d'intercommunalité,
- l'instauration d'un complément de dotation pour que chaque EPCI dispose de 5€/habitant,
- le plafonnement du CIF à 0.6.

Selon les simulations réalisées par certains cabinets de conseil[7], les communautés de communes à FPU bonifiées verraient en moyenne leur dotation progresser en 2019. Seules 63 communautés de communes en FPU seraient concernées par une baisse de DGF.

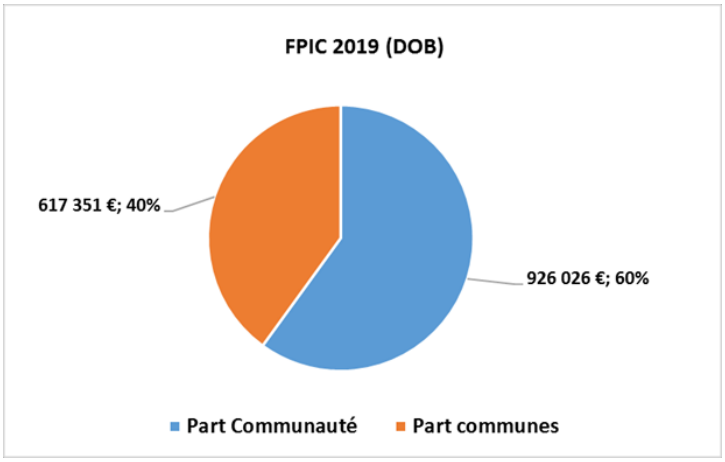
En 2018, la dotation d'intercommunalité de Coutances mer et bocage s'est élevée à 3 038K€. Les critères DGF (potentiel fiscal et CIF) étant favorables à la communauté, il est proposé de reconduire en 2019 les montants perçus en 2018 :

7 Voir notamment l'étude du cabinet Exfilo réalisée en octobre 2018 : https://www.exfilo.fr/category/dgf-et-perequation/



III.1.4 Fonds de péréquation intercommunal (FPIC)

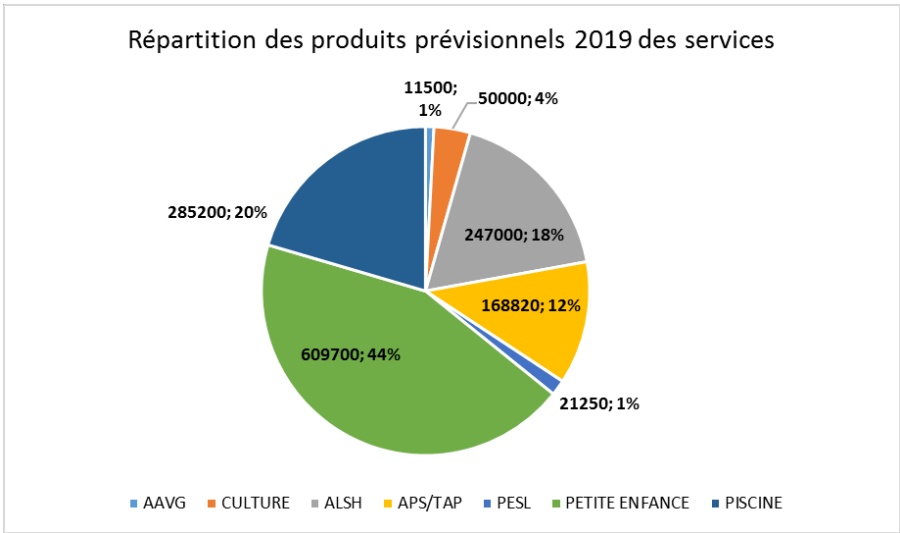
Le PLF2019 maintient le montant de l'enveloppe FPIC à 1 milliard d'euros, comme en 2016 et 2017 : le budget 2019 prend comme hypothèse la même enveloppe qu'en 2018 : 1 543 377€ pour l'ensemble intercommunal (communauté + communes)[8]. Le CIF de la communauté retrouvera en 2019 son niveau 2017 (0.60). En droit commun, le FPIC communautaire s'élèverait donc à 926k€.



8 En 2018, l'enveloppe affectée à l'ensemble intercommunal avait diminué de 1.7% (-27k€) malgré un maintien de l'enveloppe FPIC au niveau national.

III.1.5 Produits des services (70)

Les produits liés aux services de la communauté s'élèveraient à 1.4Mk€



La diminution des recettes de la piscine (impact de la fusion 2017) est compensée par de nouveaux produits sur le service pays d'art et d'histoire et le PESL.

Le budget 2019 du chapitre 70 est fortement supérieur au budget 2018 (+1.3M€). Cela s'explique :
- Par un transfert de produits entre chapitres : sur l'éducation, l'enfance et la jeunesse, des produits comptabilisés au chapitre 74 au BP 2018 ont été transférés au chapitre 70 en cours d'exercice (+436k€ au BP 2019)
- Par les jeux de refacturations avec la ville de Coutances (services communs) et les budgets annexes (refacturation du personnel mis à disposition par le budget général aux budgets GEMAPI, ordures ménagères, SPANC, ADS, cinémas). Ces recettes étant liées à la dynamique des dépenses, l'augmentation réelle de ces recettes est nulle.

III.2 Dépenses de fonctionnement : investir dans les ressources humaines et numériques de demain

III.2.1 Les charges à caractère général

Rationalisation et optimisation des dépenses : un effort collectif continu :

La communauté de communes poursuit ses efforts en matière de rationalisation des charges courantes initiée dès sa création en 2017. Chacun (élus et agents) veille à limiter les charges de fonctionnement courantes (frais de déplacement, achat de fournitures, de documentation) et à optimiser les recettes (recherche de subventions, partenariats.)
Les postes de dépenses les plus conséquents (fluides, téléphonie, contrats d'assurance, de maintenance, de location) font l'objet d'un suivi attentif. A titre d'exemples, au budget 2019 :

- La renégociation des contrats d'assurance devrait permettre à la communauté d'économiser 25k€.

- Les dépenses liées aux fluides (1.081k€) n'augmentent que de 0.5% (+5.2k€) malgré une hausse de l'eau et du gaz prévue à 2% et une augmentation des frais de carburant de 10%. Cette évolution est

pour partie liée aux travaux énergétiques réalisés en 2018 par le thermicien de la communauté de communes.
La mise en place de marchés, ou le recours à l'UGAP, sur l'achat de véhicules, les vêtements de travail ou les fournitures scolaires permettront de dégager de nouvelles marges de manœuvre courant 2019.

L'entretien des locaux et des espaces verts augmente de 50k€ (externalisation) pour mieux maitriser l'évolution de la masse salariale au chapitre 012.

Les nouvelles dépenses de fonctionnement concernent essentiellement le développement du territoire et la transition numérique de la communauté :

Au-delà de l'inflation (+1.9% sur un an en novembre2018), l'augmentation des charges à caractère général prévues au budget 2019 (4.7M€ soit + 530k€ par rapport au BP 2018) découle principalement des engagements pris par la collectivité en matière :

- De développement durable (275k€)

- La communauté porte l'étude Territoire durable 2030 (50k€ en 2019). L'étude est subventionnée à 50% par la Région. La communauté de communes Côte ouest centre Manche participera également aux frais d'étude. Dans le cadre de ce projet, la direction de l'urbanisme réalisera également une étude « Trame verte et bleue » (15k€) en cohérence avec le PLUI (plan d'urbanisme intercommunal) ;

- L'étude de gouvernance préalable au transfert de la compétence assainissement (200k€ en 2019) permettra à la communauté de disposer d'un état des lieux complet (technique et financier) des installations d'assainissement sur l'ensemble du territoire. Il est ici rappelé que la qualité des eaux est un enjeu déterminant pour Coutances mer et bocage. Cette étude est subventionnée à 80% par l'agence de l'eau.

Ces dépenses (fortement subventionnées) ne sont pas des dépenses récurrentes. En outre, les charges liées à l'assainissement collectif seront transférées sur un budget annexe autofinancé après la prise de compétence par la communauté, au plus en 2026.

- De transition numérique (125k€)

Le schéma directeur des systèmes d'information(SDSI) voté en juillet 2018 comprend un volet fonctionnement. Le plan pluriannuel contient notamment un plan d'action en matière de réseaux téléphoniques (interconnexions entre bâtiments, sécurité internet, téléphonie). Ces « investissements » s'élèvent à 125k€ pour 2019. L'interconnexion permettra aux services de fluidifier les échanges de données via un accès au serveur depuis l'ensemble des sites communautaires.

- De protection des données (24k€)

La communauté a l'obligation de poursuivre sa mise en conformité au regard de la réglementation sur la protection des données (RGPD). 24k€ sont prévus au budget 2019 pour réaliser le diagnostic des risques liés à la circulation des données sensibles.

III.2.2 Les forces vives

Les salariés de Coutances mer et bocage contribuent, chaque jour, au bon fonctionnement des services publics. Si le budget 2018 a été exécuté conformément aux prévisions du budget primitif, il n'en demeure pas moins que la situation est tendue au sein de nombreux services.

Tout en étant vigilant aux dépenses de personnel, le budget 2019 se veut légèrement moins contraint. Un groupe de travail sur les ressources humaines a été mobilisé pour identifier les pistes d'actions, les services à renforcer, les réorganisations à effectuer.

Si un certain nombre de services sont en tension, il ressort de l'analyse qu'il s'agit d'abord d'un problème qualitatif (compétence des agents, manque de formation) avant d'être un problème quantitatif (nombre d'agents). Par ailleurs, la localisation des services, éparpillés sur le territoire, limite la possibilité d'optimiser les ressources humaines.

Le groupe de travail RH propose les grandes orientations suivantes :

- Une gestion prudente des ressources humaines
- Un plan de formation ambitieux
- Poursuivre et simplifier la mutualisation
- Des recrutements contribuant à renforcer la qualification des équipes
- Identifier les marges de manœuvre organisationnelles au sein des services
- Un développement limité des nouveaux services

- **Une gestion prudente des ressources humaines**

Prévisions de départs à la retraite

Six départs à la retraite sont identifiés sur l'année 2019. Ces départs sont souvent l'occasion de réorganiser le fonctionnement des services concernés.

- Un emploi à la direction des finances (17h30), dont les missions seront transférées à un agent actuellement en poste à temps non complet ;
- Un maître-nageur à la piscine, dont l'emploi sera remplacé à l'identique ;
- Un agent d'accueil au musée Tancrède, dont l'emploi ne sera pas remplacé. La mission d'accueil au musée Tancrède sera confiée au service pays d'art et d'histoire.
- Une atsem, le temps de travail de l'emploi sera réduit et adapté en fonction des besoins réels de la rentrée de septembre 2019 ;
- Un agent du centre d'animation les Unelles, dont le remplacement sera effectué directement par l'association. Il est souhaité que les associations recrutent directement leurs personnels afin de limiter la multiplication des agents sous statuts différents (salariés de droit privé, fonctionnaires mis à disposition…).
- Un agent administratif chargé des transports scolaires et extrascolaires. Il est actuellement étudié la possibilité de répartir cette charge de travail sur des postes déjà existants, afin d'éviter un remplacement poste pour poste.

S'il n'est pas fixé de règle absolue concernant les remplacements, chaque départ d'agent (retraite, mutation…) fait l'objet d'une étude au cas par cas avant renouvellement.

Réductions d'effectif

- Modifier la règle déterminant le nombre d'atsem par classe, en retirant la demi-atsem prévue pour les classes mixtes (GS-CP). Sur l'année scolaire 2018-2019, il existe 15 classes mixtes sur le territoire. Le nombre d'élèves par classe va de 18 à 30 élèves. Cependant, seules 3 classes comptent 25 élèves ou plus. L'intérêt d'un atsem dans une classe composée de moins de 25 élèves ayant entre 5 à 7 ans mérite d'être débattu.

⇨ **Cette mesure génèrerait une économie d'environ 64 000 € sur une année entière, soit pour l'année 2019, 21 000 € d'économies.**

- L'agent d'accueil du musée Tancrède part en retraite fin 2018. Le musée est ouvert au public exclusivement en période estivale. Il est envisagé d'inclure la mission d'accueil du public a musée Tancrède dans les missions du service pays d'art et d'histoire.

⇨ **Cette mesure neutralise le surcoût généré lié au désengagement de Côte ouest centre Manche du pays d'art et d'histoire (perte de la cotisation de Côtes ouest centre Manche).**

- **Un plan de formation ambitieux**

Le développement des compétences des agents a été identifié comme un enjeu important pour la collectivité. Un travail de partenariat est mené avec le CNFPT pour organiser les formations nécessaires aux équipes. Dans ce cadre, seront privilégiées des formations collectives qui seront réalisées sur le territoire de Coutances mer et bocage.

Des actions de formation collectives sont déjà organisées régulièrement, notamment des formations de management pour les chefs de service, ou en hygiène et sécurité. Ces actions de formation massive seront amplifiées et les thématiques seront élargies.

⇨ **En plus des formations organisées dans le cadre de la cotisation versée au CNFPT, un budget de 40 000 € est envisagé pour des formations spécifiques, non prévues au catalogue du CNFPT.**

- **Poursuivre et simplifier la mutualisation**

<u>Renforcer la mutualisation au sein des services communs</u>

- Les services communs concernent principalement, mais pas exclusivement, la ville de Coutances et Coutances mer et bocage. Les conventions de gestion du service commun sont en cours de refonte pour permettre une meilleure lisibilité des interventions des agents pour l'une ou l'autre des collectivités.
- Une partie de l'augmentation du chapitre 012 est liée à l'inscription de la totalité des dépenses et des recettes du service commun. Cette clarification se traduit également par une hausse du coût pour Coutances mer et bocage d'environ 150 000 €. Jusqu'à présent, la totalité des coûts dus par Coutances mer et bocage n'étaient pas refacturés par la ville de Coutances. Il avait été convenu une montée en charge progressive de ces dépenses. En 2019, les refacturations devraient trouver leur niveau d'équilibre.

- Les services communs mis en place avec les communes membres concernent l'instruction des autorisation du droit du sol et le secrétariat de mairie pour les communes de Belval et Montpinchon. En 2019, les prestations offertes dans le cadre des services communs devraient être élargies au délégué à la protection des données et à l'ingénierie pour accompagner les communes en matière d'assainissement collectif. Ces prestations sont entièrement financées par les communes et les services communs ne seront pas créés en l'absence d'un nombre suffisant de communes intéressées.

<u>Simplifier la mutualisation avec les communes</u>

- La mutualisation des agents entre communes et intercommunalité est fréquente. Toutefois, le suivi de ces mises à disposition mobilise un temps humain assez important. Pour réduire les coûts de traitement administratif et de facturation, il est souhaitable de simplifier fortement le dispositif.

⇨ **Un forfait annuel pourrait être proposé aux communes qui assurent la tonte du terrain de foot pour le compte de Coutances mer et bocage. Ce forfait pourrait s'établir à 2 000 €, soit le coût annuel moyen constaté lorsque cette prestation est confiée à une entreprise privée.**

⇨ **Un forfait annuel pourrait être appliqué également aux agents intervenant auprès des enfants dans les écoles ou à la cantine. Pour chaque agent, ce forfait pourrait être calculé en tenant compte du nombre d'heure hebdomadaire calculé sur 36 semaines et affecté, selon les cas, à la cantine ou à l'école/garderie.**

⇨ **Un forfait pourrait être appliqué de facturation sur les petites interventions techniques effectuées dans les bâtiments mis à disposition. Un volume horaire annuel d'intervention sera à définir.**

- **Des recrutements contribuant à renforcer la qualification des équipes**

Au cours de l'année 2019, les créations d'emplois sont fortement limitées :

Un poste de chargé de mission PLUi

L'élaboration du PLUi nécessitera un important travail de suivi du bureau d'étude et d'accompagnement des élus et des conseils municipaux. Parallèlement à l'élaboration du PLUi, le service urbanisme travaille à l'actualisation d'un certain nombre de documents d'urbanisme existants (projets très avancés ou projets structurant pour le territoire), l'instruction des déclarations d'intention d'aliéner et des ADS, la participation au SRADDET. Si 4 agents assurent l'instruction des ADS (budget autofinancé), un seul travaille sur les autres missions du service. La charge de travail est disproportionnée pour un seul agent. Le recrutement serait effectué dans le cadre d'un contrat, pour la durée d'élaboration du PLUi (4 à 5 ans).

⇨ Coût annuel estimé : 45 000 €

Un poste de chargé de mission leader et contractualisation

Afin de dégager du temps à un agent pour engager le plan climat air énergie territorial (obligation réglementaire fixée aux EPCI), il est envisagé le recrutement d'un chargé de mission pour l'animation du programme leader, le suivi de la contractualisation (contrats de territoire, contrat de ruralité) et la recherche de financements. Cet emploi est financé à 80% par l'Union européenne dans le cadre du programme leader. Le recrutement serait effectué dans le cadre d'un contrat, pour la durée du programme leader, soit jusqu'en 2021.

⇨ Coût annuel estimé : 35 000 €

Un poste de juriste (sous réserve d'un intérêt financier)

Coutances mer et bocage procède régulièrement à des cessions et acquisitions, notamment sur les zones d'activités, et conclue de nombreux baux locatifs. Si les baux locatifs sont rédigés en interne, cela n'est pas le cas des actes de cession et d'achat pour lesquels il est fait appel aux études notariales. Une étude est en cours pour vérifier l'intérêt de disposer en interne de la compétence de rédaction des actes de cession et d'achat, afin de réduire les coûts. Si l'intérêt est vérifié, un emploi de juriste serait proposé, à pourvoir par un agent de catégorie A.

⇨ Coût annuel estimé : 40 000 €

Un poste de délégué à la protection des données (mutualisé avec les communes)

Coutances mer et bocage a été sollicitée par plusieurs communes pour une mutualisation des missions de délégué à la protection des données. La formulation d'une proposition aux communes est en cours. Ce poste de délégué à la protection des données sera alors financé par les communes, dans le cadre d'un service commun, à l'image de ce qui se pratique pour le service ADS.

⇨ Coût annuel estimé : 30 000 €

Géomaticien

Bien que ce recrutement ne soit pas envisagé au cours de l'année 2019, il sera nécessaire de réfléchir, à relativement court terme, à la mise en place d'un système d'information géographique et à une réflexion plus globale sur l'organisation de la donnée au sein de Coutances mer et bocage.

La mise en place d'un système d'information géographique (SIG) passera nécessairement par le recrutement d'un agent spécialisé dans ces techniques.

- **Identifier les marges de manœuvre organisationnelles au sein des services**

Au sein des services, des marges de manœuvre peuvent parfois être dégagées en revisitant les procédures et les pratiques en place. Pour cela, une analyse précise des manières de travailler doit être menée, service par service. Cette analyse permettra d'identifier :

- Les tâches ou procédures qui ne servent à rien ;
- Les procédures qui conduisent à faire plusieurs fois la même chose ;
- Les tâches effectuées en l'absence de procédure ou éparpillées ;
- Les tâches ou procédures utiles ou nécessaires mais qui pourraient être industrialisées, notamment par le développement d'outils numériques ;

⇨ L'installation d'outils numériques est également l'opportunité de revoir les modalités d'organisation au sein des services.

Ces analyses devront être conduites par une personne extérieure au service. Plusieurs pistes sont à l'étude :

- Identifier deux ou trois personnes en interne ayant la capacité d'effectuer ces analyses et les former à cette mission ;
- Avoir recours, ponctuellement, à un prestataire extérieur ;
- Avoir recours, pour une durée déterminée, à une personne recrutée à cet effet.

- **Un développement limité des nouveaux services**

Afin de préserver une capacité d'investissement, les développements de services ayant un impact sur les dépenses de fonctionnement, et notamment sur les ressources humaines, seront fortement limités.

- **Politique d'apprentissage**

Coutances mer et bocage a mis en place une politique d'apprentissage, en lien avec la demande de la région Normandie formulée dans le cadre des discussions sur le contrat de territoire. La tradition de l'apprentissage est déjà ancienne dans certains services, notamment à la maison du petit enfant à Saint-Sauveur-Lendelin. L'apprentissage permet également d'accompagner des jeunes dans leur insertion professionnelle et, éventuellement, de former des jeunes en vue de pérenniser leur emploi par exemple sur les métiers en tension, en particulier les métiers du numérique. Outre le travail qu'ils effectuent, les apprentis peuvent aussi apporter un œil neuf sur leur service.

⇨ **L'apprentissage représente un budget d'environ 90 000 €, incluant la rémunération des apprentis et les frais pédagogiques.**

- **Enveloppe RIFSEEP**

En 2018, l'enveloppe dédiée au régime indemnitaire a été fortement limitée (26 000 € brut). Une quarantaine d'agents ont bénéficié d'une petite augmentation de leur régime indemnitaire à hauteur de 50 € brut mensuel (environ 35 € net). Les agents bénéficiaires sont ceux ayant les plus faibles rémunérations.

Pour l'année 2019, il est envisagé d'affecter une enveloppe de 60 000 € brut au RIFSEEP. Bien que très mesurée, cette enveloppe permettra de récompenser le fort investissement professionnel des agents.

- **Marges de sécurité**

Sur le budget ressources humaines, les marges de sécurité sont réduites au minimum. Elles servent notamment à assurer des remplacements d'agents en congé maladie ou congés de maternité, mais également à apporter un renfort ponctuel à certains services, lors d'une surcharge de travail. Pour l'année 2019, la marge de sécurité s'élève à 90 000 €, soit moins de 1% du chapitre 012.

- **Equilibres généraux du budget forces vives**

Compte-tenu des orientations exprimées précédemment, les dépenses du chapitre 012 s'établissent à environ 13 100 000 € pour l'année 2019. Les recettes sur les dépenses de personnel sont fixées à 2 000 000 €, soit un reste à charge net pour Coutances mer et bocage de 11 104 000 €.

	BP 2018	Réalisé 2018	BP 2019
Dépenses de personnel personnel communautaire	*10 914 818 €*	10 694 165 €	11 265 000 €
Personnel extérieur (Centre de gestion, TAP, surveillance des plages)	*325 750 €*	533 691 €	366 000 €
Personnel mis à disposition hors Services Communs	*542 000 €*	474 590 €	516 500 €
Personnel mis à disposition Services Communs	*352 000 €*	352 000 €	962 500 €
TOTAL DEPENSES LIEES A LA MASSE SALARIALE	*12 134 568 €*	*12 054 445 €*	*13 110 000 €*
Remboursements sur dépenses de personnel Chapitre RF 013	*197 000 €*	280 746 €	200 000 €
Recettes de mise à disposition de personnel hors Services Communs	*202 000 €*	309 093 €	504 500 €
Recettes de mise à disposition de personnel Services Communs	*52 000 €*	52 000 €	474 500 €
Refacturations aux Budgets annexes (Déchets, Santé, SPANC, Cinémas, GEMAPI, ADS)	*703 657 €*	617 139 €	826 500 €
TOTAL RECETTES LIEES A LA MASSE SALARIALE	1 154 657 €	1 258 978 €	2 005 500 €
Part des dépenses de personnel compensée par des recettes	*9,5%*	10,4%	15,3%
RESTE A CHARGE POUR LA COMMUNAUTE	10 979 911 €	10 795 467 €	11 104 500 €
Part des dépenses de personnel restant à charge de la Communauté	*90,5%*	89,6%	84,7%

L'évolution des dépenses de masse salariale est principalement liée à :
- La prise en charge sur l'année entière d'emplois créés en 2018 : chargé de mission PAPI, postes au service infrastructure et numérique, coordonnateur du projet éducatif social local, technicien SPANC, secrétaire de mairie (237 k€).
- L'augmentation du remboursement des agents de la ville de Coutances mis à disposition de la communauté dans le cadre du service commun. En 2019, l'équilibre financier des dépenses du service commun entre la ville de Coutances et Coutances mer et bocage devrait être trouvé (962 k€ en dépenses et 474 k€ en recettes).
- La reprise de services extérieurs : syndicat mixte de la Soulles, pays d'art et d'histoire (93 k€).
- L'augmentation de l'enveloppe affectée au RIFSEEP (34 k€).

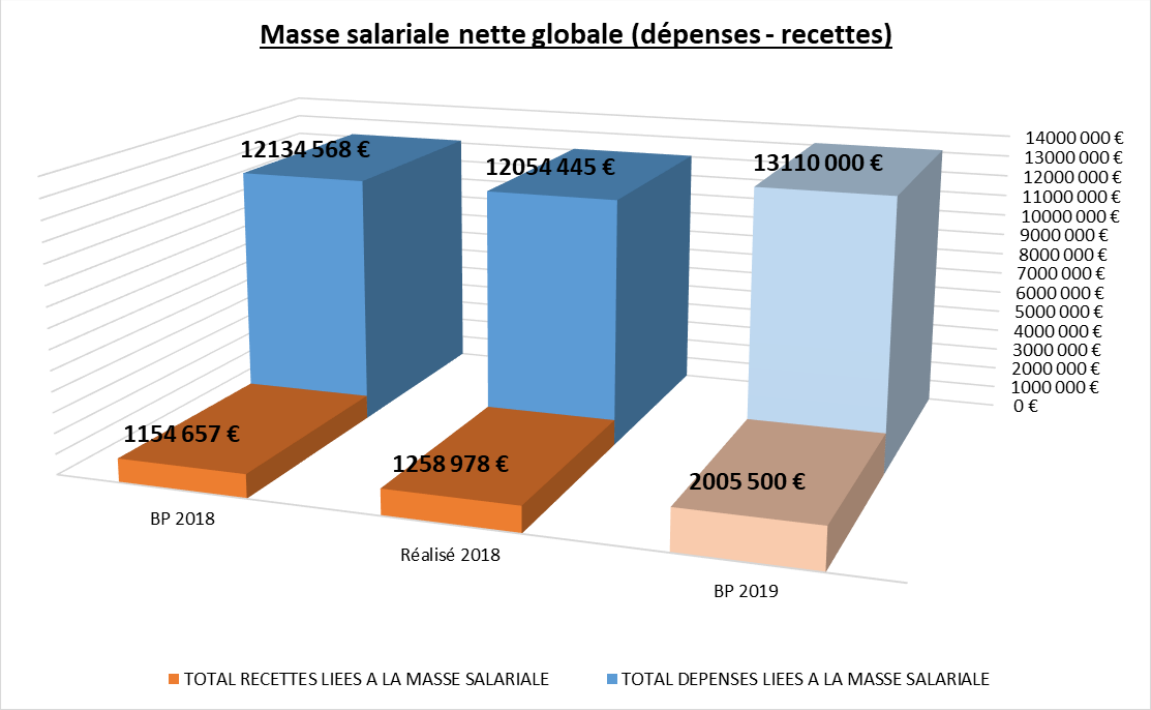
Les recettes sont également plus importantes, elles intègrent :

- La totalité des refacturations de mises à disposition d'agents dans le cadre des services communs ou auprès d'associations (474 k€) ;
- Le remboursement des emplois de certains agents par les budgets annexes ou par des organismes extérieurs (826 k€ sur les budgets annexes et 504k€ sur les mises à disposition diverses)

⇨ Si la hausse des dépenses peut paraître conséquente, elle s'accompagne également d'une forte hausse des recettes, ce qui conduit, in fine, à un reste à charge pour la communauté proportionnellement moindre que l'année précédente (85% contre 90% en 2018). Ce budget ressources humaines traduit surtout la volonté de clarifier les relations financières sur les services communs.

⇨ **Ainsi, corrigé de toutes les dépenses de mises à disposition (services communs et communes) et de la reprise des services, le budget ressources humaines présente une augmentation de 300 000 € par rapport au budget 2018, soit une hausse de 2,65%.**

⇨ **Le poids des dépenses de personnel nettes dans les dépenses de fonctionnement s'élève en 2019 à 44% contre 47% en 2018.**



III.2.3 Subventions aux associations

La démarche d'instruction des demandes de subvention initiée en 2018 se poursuit en 2019. Elle permet de mieux répartir l'enveloppe de subventions en fonction des projets du territoire et des besoins des associations.

En 2018, l'enveloppe était de 1.1M€. Pour 2019, l'enveloppe sera d'environ 1.4M€ (soit +300k€/BP 2018). Il s'agit principalement d'intégrer le remboursement, par certaines associations, du coût des agents communautaires mis à disposition.
Pour les associations conventionnées les plus importantes, l'objectif est de passer de subventions d'équilibre à des subventions de fonctionnement qui donnent une lisibilité pluriannuelle tant à l'association qu'à la communauté.
Il est également rappelé que les subventions de fonctionnement versées par la communauté doivent permettre de faire converger les tarifs des crèches et accueils de loisirs associatifs vers les tarifs appliqués dans les structures communautaires.

III.2.4 Besoins de participation des budgets annexes

Le versement de subventions ou de participations d'équilibre par le budget général, aux budgets annexes peut être parfois nécessaire, notamment afin de couvrir certaines dépenses d'investissement sans recourir à l'emprunt, de couvrir l'annuité de la dette, ou plus généralement afin de financer le reste à charge sur certaines opérations.
Parmi les 15 budgets annexes de la communauté, 4 budgets étaient concernés, lors du vote du budget primitif 2018, par une participation ou une subvention par le budget général. L'état de crédits consommés à fin novembre 2018, et les premières versions de budgets primitifs des budgets annexes 2019, feraient état des participations suivantes (cf. page suivante).
Les consommations 2018 et les premières projections budgétaires 2019 mettent en évidence une augmentation (+ 178 k€) des participations nécessaires à l'équilibre des budgets annexes, dont :

- + 158 k€ pour le développement économique. La participation qui serait versée sur la période 2017-2019 est cependant à mettre en relation avec les recettes de fiscalité économique perçues sur le

budget général : 11 millions d'euros escomptés en CFE et CVAE sur ces 3 années, soit 1,5 % des recettes fiscales orientées vers le développement des projets économiques.

- + 4 k€ pour les 3 cinémas : pour un montant prévisionnel de 164 k€ en 2019, le coût de la compétence cinémas serait d'environ 3,3 € par habitant. Un groupe de travail, plioté par le vice-président en charge de la culture, réfléchit actuellement au modes d'harmonisation des tarifs sur 2 ans sur les 3 cinémas.
- + 16 k€ pour la santé : pour un montant prévisionnel de 149 k€ en 2019, le coût de la compétence Santé serait d'environ 3 € par habitant

	2017	2018 (projection)			2019 (projection)	
	Participation / subvention versée en 2017	*Participation / subvention prévue au BP 2018*	**Participation / subvention prévisionnelle 2018**	Commentaires (Commission des Finances du 16 novembre 2018)	**Participation / subvention prévisionnelle 2019 (= budget annexe équilibré à 0)**	Commentaires
Budget Activités Economiques		*116 509 €*			**98 716 €**	Pour couvrir l'annuité de la dette, en attendant un pic de recettes locatives en 2020 (année pleine du crédit-bail Regnault) combinée à une baisse de l'annuité
Budgets de Zone (5 budgets en 2017, 6 en 2018)					**59 536 €**	Financement des frais annexes (taxes foncières, charges financières) et des travaux de visabilisation non pris en compte dans le coût de vente des terrains **>>> Proposition de prolongation du terme du crédit-relais de la ZA Delasse à 2020 (décalage de 102 098,23 € à 2020)**
Budget Augustines		*15 702 €*				Budget à l'équilibre en 2019 (plus besoin de prévoir de participation
Budget Service A.D.S. (Autorisations des Droits du Sol)						
Budget Cinémas	**151 722 €**	*168 400 €*	**159 946 €**	Excédents 12 k€ - solde des opérations courantes sur les Cinémas (50 k€) - annuité de la dette (122 k€)	**163 936 €**	Excédents 0 k€ - solde des opérations courantes sur les Cinémas (42 k€) - annuité de la dette (122 k€) **>>> Proposition de mise en place d'une convention de refacturation de 50 % des charges de personnel mis à disposition au Cinéma de Hauteville-sur-Mer (15 000 €)**
Budget Santé	**175 584 €**	*105 924 €*	**132 983 €**	Pour couvrir l'annuité de la dette non couverte par les loyers et le solde taxe d'aménagement MM Gouville et PSLA (37 623 euros)	**148 782 €**	Dû à la souscription d'un emprunt nouveau en 2018 (+ 37 758 euros d'annuité estimée)
Budget Déchets Ménagers						
Budget GEMAPI						
Budget Réseau Eau de Mer						
Budget SPANC						
Total	**327 306 €**	*406 535 €*	**292 929 €**		**470 970 €**	

IV- Investissements 2019-2025

IV.1 Réalisations 2018

En 2018[9], la communauté de communes a investi à hauteur de 2.4M€ (taux de réalisation de 63%). Les principaux investissements réalisés concernent :

- L'achat de licences informatiques (dont le portail famille et les écoles)
- Le matériel informatique dont l'informatique des écoles
- Les opérations de modernisation des commerces (OCM)
- Des travaux d'aménagement dans les écoles, les gymnases, la piscine etc…
- Le matériel technique et les véhicules
- La voirie

Des fonds de concours ont été versés aux communes à hauteur de 48.5k€

IV.2 Les engagements pluriannuels impactant 2019

Depuis 2015, plusieurs autorisations de programmes (AP) ont été ouvertes, les crédits de paiement (CP) étant régulièrement ajustés. Pour rappel, l'AP est le montant qui peut être engagé sur la durée de l'opération, correspondant globalement au coût total des travaux. Les CP correspondent aux crédits qui peuvent être dépensés au cours de l'année. Au terme de l'exercice comptable, les crédits non consommés sur l'AP, sont reportés sur les exercices suivants ; il n'y a donc pas de restes à réaliser sur les autorisations de programme, mais des crédits « nouveaux » reportés sur l'exercice suivant.
La situation des autorisations de programme votées depuis 2015, fait état à fin novembre 2018, des consommations de crédits suivantes, et donc des ajustements prévisionnels des crédits de paiement suivants sur 2019 :

Budget ZA Delasse

Numéro et libellé de l'AP	*AP Votée*	CP			
		2016	2017	*2018*	*2019*
		Réalisé 2016	Réalisé 2017	*Réalisé 2018 (projection)*	*CP 2019 (Projection)*
Autorisation de programme n° 2015-01 Delasse : aménagement de la zone d'activités de Delasse	*700 000 €*	594 352 €	76 546 €	*15 530 €*	***13 572 €***
Total dépenses	***700 000 €***	**594 352 €**	**76 546 €**	***15 530 €***	***13 572 €***

Budget ZA Saint-Pierre

Numéro et libellé de l'AP	*AP Votée*	CP			
		2016	2017	*2018*	*2019*
		Réalisé 2016	Réalisé 2017	*Réalisé 2018 (projection)*	*CP 2019 (Projection)*
Autorisation de programme n°2016-01 ZA Saint-Pierre : aménagement de la zone artisanale Saint-Pierre - Travaux	*392 000 €*	149 259 €	151 682 €	*3 635 €*	***87 424 €***
Total dépenses	***392 000 €***	**149 259 €**	**151 682 €**	***3 635 €***	***87 424 €***

[9] Données au 23/11/2018

Budget Santé

Numéro et libellé de l'AP	AP Votée	CP			
		2016	2017	*2018*	*2019*
		Réalisé 2016	Réalisé 2017	*Réalisé 2018 (projection)*	*CP 2019 (Projection)*
Autorisation de programme n°2016-01 Santé : Construction du pôle de santé libéral et ambulatoire	*3 800 000 €*	668 840 €	2 683 916 €	*250 455 €*	***96 789 €***
Total dépenses	***3 800 000 €***	**668 840 €**	**2 683 916 €**	***250 455 €***	***96 789 €***

Budget Général

Numéro et libellé de l'AP		AP Votée (montant initial)	AP Actualisée en 2018	CP			
				2016	2017	*2018*	*2019*
				Réalisé 2016	Réalisé 2017	*Réalisé 2018 (projection)*	*CP 2019 (Projection)*
2016-01 BG	Centre de secours de Cerisy-la-Salle	*220 000 €*	*220 000 €*		172 112 €	***Néant***	***clôturée***
2016-02 BG	Plan informatique des écoles	*230 000 €*	*430 000 €*	22 585 €	274 255 €	*43 497 €*	***clôturée***
2016-03 BG	Site internet	*10 000 €*	*10 000 €*				*10 000 €*
2016-07 BG	Travaux de réhabilitation du gymnase de Gavray	*380 000 €*	*380 000 €*	312 502 €	29 957 €	*78 €*	***clôturée***
2016-09 BG	Préau de l'école des Tanneries	*60 000 €*	*60 000 €*		8 325 €	*27 674 €*	***clôturée***
2018-01 BG	Gymnase d'Agon-Coutainville	*650 000 €*	*650 000 €*			*3 444 €*	***clôturée***
Total dépenses		***1 550 000 €***	***1 750 000 €***	**335 087 €**	**484 649 €**	***74 693 €***	***10 000 €***

IV.3 Le plan pluriannuel d'investissement

A compter de 2019, les investissements programmés par la communauté de communes seront envisagés de façon pluriannuelle. Coordonné par la Direction des services techniques, le plan pluriannuel d'investissement (PPI) doit permettre de programmer dans le temps l'ensemble des travaux et acquisition d'équipements structurants pour le territoire. L'outil permet une meilleure organisation du travail et une meilleure visibilité financière.
Le PPI constitue une feuille de route qui permet de hiérarchiser les priorités et d'organiser le travail des services et des prestataires. Il devra être actualisé chaque année en fonction des réalisations.

Le projet de PPI a fait l'objet de plusieurs réunions de travail :
- la commission travaux a examiné les projets recensés par la direction des services techniques auprès de l'ensemble des services
- une commission ad hoc réunissant l'ensemble des thématiques concernées (culture, sport, Enfance-Jeunesse) a arrêté une typologie :
    - les travaux urgents (indispensables à la sécurité)
    - les travaux déjà engagés
    - les travaux récurrents (exemple : la voirie)

Ces réunions de travail ont permis d'arrêter un projet de PPI à la fois ambitieux mais réaliste au regard des moyens financiers et humains de la communauté de communes.

Selon les projections réalisées, environ 33M€ d'investissements pourraient être réalisés sur la période 2019-2025 (7 ans). Cela représente, déduction faite des recettes attendues hors emprunt, un reste à charge de 18.5M€.

Les projets d'investissement présentés en annexe du dossier font apparaitre un volume d'investissement supérieur (39.5M€ de dépenses « brutes » correspondant à 21.8M€ reste à charges). Le programme d'investissements est notamment surchargé sur la fin de la période, soit 2022 à 2025. De nouveaux arbitrages seront donc nécessaires pour adapter le PPI aux capacités financières de Coutances mer et bocage. A cet horizon, trop d'incertitudes existent. Aussi, il a été volontairement souhaité de sur dimensionner les dernières années du plan pluriannuel d'investissement. L'ajustement du PPI s'effectuera annuellement, au fur et à mesure de la mise en œuvre de ce PPI.

Ces investissements seraient ainsi répartis :

- Cf. annexe n°1 : investissements en cours
- Cf. annexe n°2 : investissements urgents
- Cf. annexe n°3 : investissements récurrents
- Cf. annexe n°4 : investissements programmés
- Cf. annexe n°5 : tableau général du PPI

Ces annexes présentent, dans chacun des tableaux, le reste à charge nettes des recettes de FCTVA, de subventions et de fonds de concours.

IV.4 Financement du PPI

IV.4.1 Méthodologie

L'enveloppe annuelle d'investissements a été définie en tenant compte des impératifs suivants :

-pour fonctionner, la CAF nette de la communauté ne doit pas être inférieure d'1 M€. Ainsi, la contractualisation d'emprunts et les annuités nouvelles qui en découlent ne doivent pas dégrader trop fortement la CAF brute ;
-le fonds de roulement de la communauté ne doit pas être inférieur à 1.2M€ (plancher). Ce montant correspond à la charge de la dette actuelle (1M€) et à une provision relative aux annuités découlant des nouveaux emprunts ;
-le ratio de désendettement ne doit pas dépasser 8 années (seuil de prudence défini par les services de l'Etat)

Pour respecter ces principes, le financement des dépenses d'équipements 2019-2025 doit mobiliser plusieurs leviers. Au-delà de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement (1.2M€ selon le BP 2019 puis 1M€ les années suivantes) et des recettes d'investissement liées au FCTVA et aux subventions (évaluées à 33% des dépenses d'équipement sur l'ensemble de la période), la communauté devra rechercher d'autres financements (fonds de concours, partage de fiscalité et emprunt).

IV.4.2 Fonds de concours

La mise en œuvre du plan pluriannuel d'investissement sera facilité par une participation des communes aux différents projets. Il s'agit des fonds de concours, déjà évoqués à de nombreuses reprises. Un cadre fixera les modalités d'intervention des communes sur le financement de ces projets. Les fonds de concours représentent 25% du financement du plan pluriannuel d'investissement. Les grandes lignes du dispositif pourraient être les suivantes :

- Tous les investissements dont le reste à charge est égal ou supérieur à 20 000 € HT bénéficieront d'un fonds de concours communal.
  Exceptions : - Seraient exclues les opérations concernant des travaux d'urgence impliquant la sécurité des biens et des personnes.

- Toutes les communes pourront participer au financement d'une opération. Toutefois, seule la commune siège de l'investissement sera sollicitée par Coutances mer et bocage, mais elle pourra réfléchir à une répartition de son fonds de concours avec les communes voisines.

- Six niveaux de fonds de concours seraient définis : 25%, 30%, 35%, 40%, 45% et 50%. Pour déterminer le niveau de fonds de concours applicable à chaque commune, l'indicateur de potentiel financier des communes sera utilisé. Cet indicateur est utilisé pour la répartition de la part communale du FPIC.

Ce critère variant chaque année, le potentiel financier retenu sera celui de l'année où intervient l'inscription budgétaire de la dépense d'investissement concernée (année de l'ouverture de l'autorisation de programme pour les opérations pluriannuelles).

- L'acceptation du versement d'un fonds de concours par la commune conditionne la réalisation du projet.

- Les communes peuvent également recourir à l'emprunt pour financer les fonds de concours.

⇨ **Les modalités d'intervention des communes dans le cadre des fonds de concours sont un élément du pacte financier et fiscal entre Coutances mer et bocage et les communes.**

En 2019, le montant des fonds de concours attendu s'élèverait à 290k€ pour 5.4M€ d'investissements soit 5.4% du financement. Sur la période 2019-2021, les fonds de concours représenteraient 9.5% (1.7M€) des dépenses d'investissements brutes (18M€).

IV.4.3 Les conventions de partage du foncier bâti et de la taxe d'aménagement

La communauté est compétente en matière de développement économique. Elle développe des zones d'activités qui génèrent des ressources fiscales communales mais ne bénéficie, au travers des taux communautaires, que d'un retour fiscal limité. Il pourrait être envisagé un partage du produit de la taxe foncière bâtie ou de la taxe d'aménagement prélevé sur les zones entre l'EPCI et les communes concernées.
De même, en dehors des zones d'activités, dès lors que la communauté construit un bâtiment ou aménage un terrain, il pourrait être envisagé un partage du produit de la taxe d'aménagement prélevé entre l'EPCI et les communes concernées.

Les ressources liées à ce levier n'ont pas été chiffrées.

IV.4.4 L'emprunt

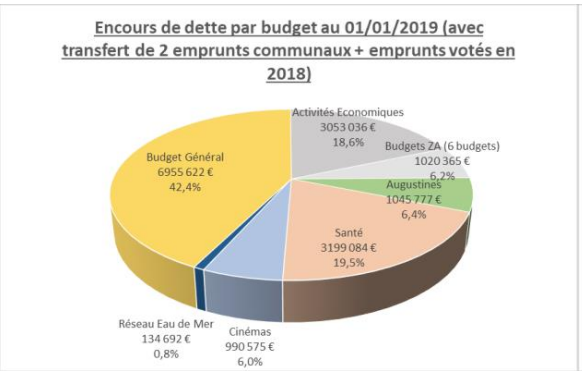
IV.4.4.1.1 Structure de la dette 2019 avant nouveaux emprunts

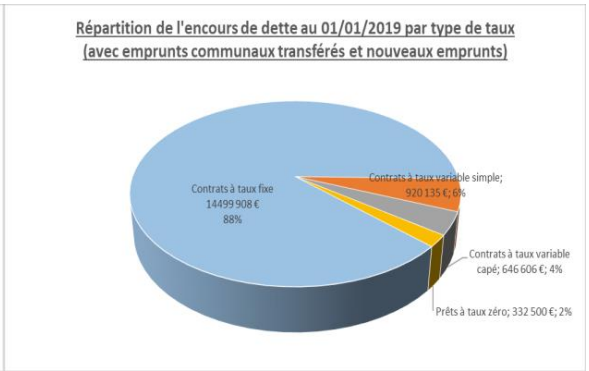
Au cours de la séance du conseil communautaire du 5 décembre 2018, ont été proposées au vote 3 souscriptions d'emprunts nouveaux :
- Un emprunt de 1 420 000 euros sur 15 ans, sur le budget activités économiques (taux de 1,32%)
- Un crédit-relais de 300 000 euros sur 3 ans, sur le budget activités économiques (taux de 0,28%)
- Un emprunt de 500 000 euros sur 15 ans, sur le budget annexe santé (taux de 1,32%)

Leurs dates de mobilisation n'étant pas connues à la date de rédaction du présent rapport, les données présentées ci-après portent sur ces conditions financières estimées, et sur une date de mobilisation des encours au 1er janvier 2019.

De plus, dans le cadre des travaux de la CLECT, deux emprunts communaux non repris sur 2018, seront intégrés dans l'état de la dette de la communauté (capital restant dû sur ces 2 contrats au 1er janvier 2019 : 31 749,93 euros).

Ainsi, la dette de la communauté représente un encours consolidé de 16 399 149,29 € au 1er janvier 2019 :





Une partie du volume de dette est directement remboursable grâce aux loyers ou crédit-baux (cas des budgets activités économiques et Augustines), ou bien par la valeur des terrains en cours de commercialisation (cas des 6 budgets de zones d'activités), soit 31,2 % du volume de dette au 1er janvier 2019 couvert par les loyers ou ventes de terrain.

Concernant la structure de la dette consolidée, celle-ci est très largement composée de contrats à taux fixe (88 % des contrats). Le taux des contrats à taux fixe varie de 0,85 % sur 10 ans pour un emprunt souscrit par la communauté du bocage coutançais en 2016, à 6,15 % sur 20 ans pour un contrat souscrit en 2001 par la communauté de communes de Cerisy-la-Salle (le capital restant dû sur ce contrat étant d'environ 12 000 euros).

En-dehors de deux contrats souscrits pour la zone conchylicole de Gouville et pour le réseau eau de mer, les autres contrats à taux variable simple ont un taux d'intérêt compris entre 0 et 0,5 %. Les emprunts à taux variable présentent l'intérêt de réduire les charges financières de la communauté, en cette période de conditions de marché avantageuses.

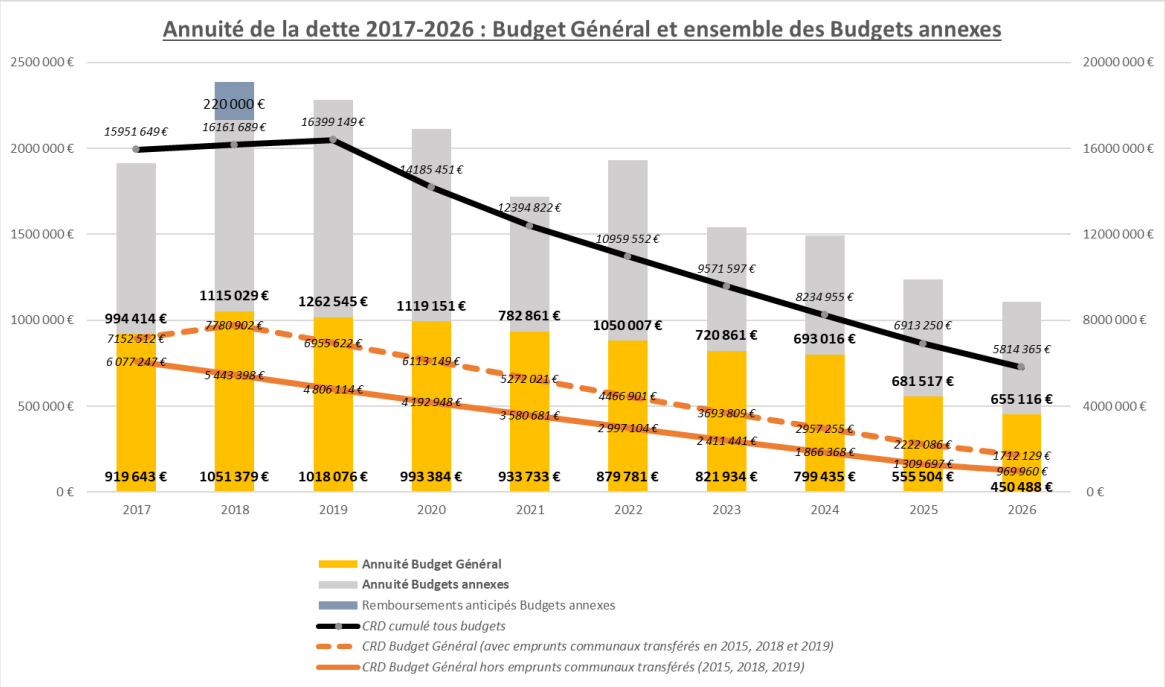
Sur les 6 955 622 euros d'encours sur le budget général :

- 2 149 508 euros (30,9 %) correspondent à des emprunts communaux transférés à la communauté du bocage coutançais (2015) et à Coutances mer et bocage (2018 et 2019)
- 4 806 114 euros (69,1 %) correspondent à des contrats précédemment souscrits par la communauté.

IV.4.4.1.2 Profil d'extinction

Le profil d'extinction de la dette demeure rapide, dans la mesure où plusieurs crédits-relais ont été remboursés en 2018 (1 contrat, 140 000 euros) ou vont l'être en 2019 (2 contrats, 530 000 euros). En attente de la vente des terrains sur la zone d'activités de Delasse, le crédit-relais se terminant en 2019 (300 000 euros) pourrait voir son terme prolongé par avenant de 6 mois, soit courant 2020 (une délibération pourra être proposée en ce sens, en janvier 2019). De plus, sur le budget zone conchylicole de Gouville, une partie de l'emprunt (220 000 euros) a été remboursée en 2018 par anticipation, et

sans pénalité. Ce profil d'extinction permet à la communauté de financer ses investissements par de nouveaux emprunts, tout en veillant à une maîtrise de son encours de dette.



L'encours de dette a progressé de 448 k€ (+ 2,8 %) entre le 1er janvier 2017 et le 1er janvier 2019. Cependant, l'augmentation de l'encours de dette est surtout la conséquence du transfert de 13 emprunts communaux en 2018 et 2019, suite aux transferts de compétences vers la communauté.

En exceptant les emprunts communaux transférés par les communes (2015, 2018 et 2019), en grande partie financés par les attributions de compensation, l'encours de dette pour les emprunts directement souscrits par la communauté aura diminué de 626 k€ en 2 ans (14 250 k€ au 1er janvier 2019 contre 14 876 k€ au 1er janvier 2017), bien que 2,45 millions d'euros d'emprunts nouveaux aient été souscrits en 2017 et 2018.

En raison d'un encours de dette composé essentiellement de contrats à taux variable très bas et de contrats à taux fixe, peu de marges de manœuvre peuvent être dégagées dans le cadre de renégociations ou refinancements. En effet, concernant les taux fixes, l'économie attendue sur la baisse des taux des contrats est neutralisée en grande partie par le paiement d'une indemnité de remboursement anticipé, pouvant dépasser 20 % du capital restant dû sur certains contrats.

Les seules marges de manœuvre permettant une optimisation de la gestion de dette sont :

- La souscription de contrats court terme (exemple des crédits-relais sur 2 ou 3 ans), d'où la souscription en 2018 d'un crédit-relais de 300 000 euros sur le budget activités économiques
- Le remboursement temporaire de contrats à taux variable, dont le taux d'intérêt peut être supérieur au taux de la ligne de trésorerie de la communauté (0,45 %), sous réserve toutefois de disposer d'excédents de trésorerie.
- Le remboursement progressif par anticipation d'un contrat à taux variable sur le budget zone conchylicole de Gouville, en fonction des ventes de terrain constatées (d'où un remboursement partiel de 220 000 euros effectué en 2018).

IV.4.4.1.3 Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement correspond au nombre d'années nécessaires au remboursement de la charge de la dette si la communauté y consacrait toute son épargne brute. Le seuil d'alerte défini par les services de l'Etat s'établit à 8 ans[10]. **Le ratio du budget général s'élève à 2,5 années en 2018 (hors opérations exceptionnelles constatées sur l'année), contre 4,4 ans en 2017 et 3,2 ans en 2016.** Le ratio tient compte des transferts d'emprunts communaux 2018.

Les conditions d'emprunt étant encore favorables en 2019, il est préférable de réaliser une partie des emprunts nécessaires au PPI dès l'exercice 2019. En tenant compte d'une CAF brute prévisionnelle de 2,1 millions d'euros en 2019, et dans l'hypothèse d'un emprunt souscrit en fin d'année 2019 pour un montant de 2,5 millions d'euros, le ratio serait de 4,1 années (dont 2,9 années sans l'emprunt nouveau), et resterait donc en-dessous des seuils définis par les services de l'Etat :

Budget Général Communauté de Communes Coutances Mer et Bocage	Compte administratif	Réalisé prévisionnel	Budget Primitif
	2017	2018	2019
Annuité de la dette	*919 643 €*	*1 051 379 €*	*1 018 076 €*
Capital restant dû sur les emprunts au 31 décembre	6 418 864 €	6 955 622 €	8 613 149 €
Capacité d'autofinancement brute hors opérations exceptionnelles	1 472 076 €	2 739 663 €	2 099 994 €
Capacité de désendettement en années (Capital / CAF brute)	**4,4**	**2,5**	**4,1**

La politique d'endettement de la communauté sur la période 2020-2021 devra être affinée en fonction des arbitrages réalisés sur le PPI.

[10] La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévoit d'encadrer le ratio d'endettement. En 2019, le ratio décliné par catégories de collectivités sera inscrit dans le code général des collectivités territoriales.

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2022	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2023	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2024	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Cinémas	**168 000 €**	**168 000 €**	**168 000 €**	**168 000 €**	**84 000 €**	**84 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
(vide)	**168 000 €**	**168 000 €**	**168 000 €**	**168 000 €**	**84 000 €**	**84 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Coutances mer et bocage	168 000 €	168 000 €	168 000 €	168 000 €	84 000 €	84 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Cinémas	**168 000 €**	**168 000 €**	**168 000 €**	**168 000 €**	**84 000 €**	**84 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Renouvellement du matériel de projection des 3 cinémas	168 000 €	168 000 €	168 000 €	168 000 €	84 000 €	84 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Economie	**1 235 000 €**	**1 235 000 €**	**380 000 €**	**380 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**		**0 €**		**0 €**
(vide)	**1 235 000 €**	**1 235 000 €**	**380 000 €**	**380 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**		**0 €**		**0 €**
Coutances	1 010 000 €	1 010 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Usine Regnault	**1 010 000 €**	**1 010 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Extension du bâtiment loué à l'entreprise Regnault	1 010 000 €	1 010 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Coutances mer et bocage	225 000 €	225 000 €	380 000 €	380 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €		0 €		0 €
Multisites	**225 000 €**	**225 000 €**	**380 000 €**	**380 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**		**0 €**		**0 €**
Provision pour acquistion de foncier	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €		0 €		0 €
Refonte complète de la signalétique des zones d'activité	25 000 €	25 000 €	180 000 €	180 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
GEMAPI	**808 242 €**	**808 242 €**	**1 034 145 €**	**1 034 145 €**	**1 127 070 €**	**1 127 070 €**	**1 468 459 €**	**1 468 459 €**	**517 386 €**	**517 386 €**		**0 €**		**0 €**
(vide)	**808 242 €**	**808 242 €**	**1 034 145 €**	**1 034 145 €**	**1 127 070 €**	**1 127 070 €**	**1 468 459 €**	**1 468 459 €**	**517 386 €**	**517 386 €**		**0 €**		**0 €**
Hauteville-sur-Mer		0 €	300 000 €	300 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €		0 €		0 €		0 €
Littoral sud		**0 €**	**300 000 €**	**300 000 €**	**900 000 €**	**900 000 €**	**900 000 €**	**900 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
action 7.01 Conforter le trait de côte et réaliser un ouvrage définitif au droit de la dune artificialisée de la digue des garennes (phase 3 du programme PLAGE)		0 €	300 000 €	300 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €	900 000 €		0 €		0 €		0 €
Lingreville		0 €	18 000 €	18 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Littoral sud		**0 €**	**18 000 €**	**18 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
action 6.01 Travaux d'entretien préconisés par étude hydraulique du Passevin et de ses affluents		0 €	18 000 €	18 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Montmartin-sur-Mer	24 600 €	24 600 €	34 800 €	34 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Littoral sud	**24 600 €**	**24 600 €**	**34 800 €**	**34 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Action 1.02 Etude géotechnique de stabilité	24 600 €	24 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Action 1.03 Etude géotechnique de stabilité des digues continentales du marais à MSM		0 €	34 800 €	34 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Multisites	782 674 €	782 674 €	653 145 €	653 145 €	227 070 €	227 070 €	232 459 €	232 459 €	205 386 €	205 386 €		0 €		0 €
Littoral	**404 457 €**	**404 457 €**	**383 337 €**	**383 337 €**	**218 880 €**	**218 880 €**	**218 880 €**	**218 880 €**	**203 807 €**	**203 807 €**		**0 €**		**0 €**
Etude d'impact de l'élévation de la mer sur nappes littorales	0 €	0 €	18 880 €	18 880 €	18 880 €	18 880 €	18 880 €	18 880 €	3 807 €	3 807 €		0 €		0 €
Etudes de cale	40 000 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Etudes de danger	61 957 €	61 957 €	61 957 €	61 957 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Etudes des systèmes d'endiguement	52 500 €	52 500 €	52 500 €	52 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Etudes hydrauliques (diagnostic des petits côtiers)	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Interventions urgentes	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €		0 €		0 €
invest récurrent (rechargement sable)	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €		0 €		0 €
Littoral nord	**80 000 €**	**80 000 €**	**100 000 €**	**100 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Etude hydrosédimentaire Nord	80 000 €	80 000 €	100 000 €	100 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Littoral sud	**76 995 €**	**76 995 €**	**98 586 €**	**98 586 €**	**6 968 €**	**6 968 €**	**12 968 €**	**12 968 €**	**968 €**	**968 €**		**0 €**		**0 €**
Action 1.05 Repères de hauteur d'eau		0 €	4 617 €	4 617 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Action 1.07 sensibilisation population locale sur risques inondations	32 400 €	32 400 €	3 969 €	3 969 €	968 €	968 €	968 €	968 €	968 €	968 €		0 €		0 €
action 2.01 Mise en place d'une cellule de surveillance, d'alerte et de suivi du trait de côte (panneaux lumineux, système d'alerte...)	0 €	0 €	0 €	0 €	6 000 €	6 000 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Action 2.02 Mise en place de stations de mesure de débit de cours d'eau et piézométrique pour suivi des crues		0 €	36 000 €	36 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
action 3.01 Harmoniser les plans communaux de sauvegarde (PCS) et assurer une coordination intercommunale		0 €	12 000 €	12 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Action 3.02 Exercices intercommunaux de simulation d'un évènement de submersion		0 €		0 €		0 €	12 000 €	12 000 €		0 €		0 €		0 €
Action 4.01 Intégrer le repli stratégique et le recul du trait de côte dans le PLUI		0 €	42 000 €	42 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Etude hydrosédimentaire initiée par le SIVU Baie de Sienne	44 595 €	44 595 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Soulles	**221 222 €**	**221 222 €**	**71 222 €**	**71 222 €**	**1 222 €**	**1 222 €**	**611 €**	**611 €**	**611 €**	**611 €**		**0 €**		**0 €**
SM Soulles - 4e tranche des travaux de restauration	70 000 €	70 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
SM Soulles - 5e tranche travaux de restauration	150 000 €	150 000 €	70 000 €	70 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Travaux sur zone humides	1 222 €	1 222 €	1 222 €	1 222 €	1 222 €	1 222 €	611 €	611 €	611 €	611 €		0 €		0 €
Regnéville-sur-Mer	968 €	968 €	28 200 €	28 200 €	0 €	0 €	336 000 €	336 000 €	312 000 €	312 000 €		0 €		0 €

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2022	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2023	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2024	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Littoral sud	**968 €**	**968 €**	**28 200 €**	**28 200 €**	**0 €**	**0 €**	**336 000 €**	**336 000 €**	**312 000 €**	**312 000 €**		**0 €**		**0 €**
Action 1.04 Etude géotechnique de stabilité des digues du port sablons et mielettes de Regnéville	968 €	968 €	28 200 €	28 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €		0 €		0 €		0 €
Action 5.03 Etude de définition des système d'endiguement ou de dépoldérisation à Regnéville		0 €		0 €		0 €	36 000 €	36 000 €		0 €		0 €		0 €
Action 7.02 Déplacement du lit de la Sienne dans l'axe d'ouverture du havre sur la mer à l'ouest de son lit actuel et rechargement en sable des plages en amont de la dérive sédimentaire		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 000 €	300 000 €	312 000 €	312 000 €		0 €		0 €
Général	**4 821 470 €**	**2 380 289 €**	**5 610 000 €**	**2 575 879 €**	**5 800 000 €**	**2 619 900 €**	**5 755 000 €**	**3 373 350 €**	**6 752 000 €**	**4 540 540 €**	**4 005 000 €**	**2 036 750 €**	**3 595 000 €**	**1 813 550 €**
récurrent	**1 120 000 €**	**896 000 €**	**1 150 000 €**	**920 000 €**	**1 150 000 €**	**920 000 €**	**1 150 000 €**	**920 000 €**	**1 100 000 €**	**880 000 €**	**1 075 000 €**	**860 000 €**	**1 075 000 €**	**860 000 €**
Coutances mer et bocage	1 010 000 €	808 000 €	1 040 000 €	832 000 €	1 040 000 €	832 000 €	1 040 000 €	832 000 €	990 000 €	792 000 €	965 000 €	772 000 €	965 000 €	772 000 €
ALSH		**0 €**		**0 €**	**25 000 €**	**20 000 €**	**25 000 €**	**20 000 €**	**25 000 €**	**20 000 €**		**0 €**		**0 €**
Mise en place d'aires de jeux		0 €		0 €	25 000 €	20 000 €	25 000 €	20 000 €	25 000 €	20 000 €		0 €		0 €
Bâtiments divers	**200 000 €**	**160 000 €**	**230 000 €**	**184 000 €**	**230 000 €**	**184 000 €**	**230 000 €**	**184 000 €**	**230 000 €**	**184 000 €**	**230 000 €**	**184 000 €**	**230 000 €**	**184 000 €**
Amélioration des performances énergétiques des systèmes de chauffage (régulation, calorifuge, etc.)	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €
Installation d'éclairages à source LED	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €
Remplacement de menuiseries extérieures	50 000 €	40 000 €	80 000 €	64 000 €	80 000 €	64 000 €	80 000 €	64 000 €	80 000 €	64 000 €	80 000 €	64 000 €	80 000 €	64 000 €
Travaux d'isolation thermique (isolation de combles, par l'extérieur, etc.)	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €
Ecoles	75 000 €	60 000 €	75 000 €	60 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €		0 €		0 €		0 €
Remplacement d'aires de jeux	75 000 €	60 000 €	75 000 €	60 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €		0 €		0 €		0 €
Multisites	**135 000 €**	**108 000 €**	**135 000 €**	**108 000 €**	**135 000 €**	**108 000 €**	**135 000 €**	**108 000 €**	**135 000 €**	**108 000 €**	**135 000 €**	**108 000 €**	**135 000 €**	**108 000 €**
Acquisition de matériel sportif (agrès, matelas, escalade)	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €
Acquisition de matériel technique spécifique (tondeuses, arroseurs, etc...)	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €
Installation ou remplacement d'installations spécifiques sur les stades (pare-ballons, mains courantes, etc...)	35 000 €	28 000 €	35 000 €	28 000 €	35 000 €	28 000 €	35 000 €	28 000 €	35 000 €	28 000 €	35 000 €	28 000 €	35 000 €	28 000 €
Voiries diverses	**600 000 €**	**480 000 €**	**600 000 €**	**480 000 €**	**600 000 €**	**480 000 €**	**600 000 €**	**480 000 €**	**600 000 €**	**480 000 €**	**600 000 €**	**480 000 €**	**600 000 €**	**480 000 €**
Réfection des voiries communautaires	600 000 €	480 000 €	600 000 €	480 000 €	600 000 €	480 000 €	600 000 €	480 000 €	600 000 €	480 000 €	600 000 €	480 000 €	600 000 €	480 000 €
Multisites	110 000 €	88 000 €	110 000 €	88 000 €	110 000 €	88 000 €	110 000 €	88 000 €	110 000 €	88 000 €	110 000 €	88 000 €	110 000 €	88 000 €
Ecoles de voile	**10 000 €**	**8 000 €**	**10 000 €**	**8 000 €**	**10 000 €**	**8 000 €**	**10 000 €**	**8 000 €**	**10 000 €**	**8 000 €**	**10 000 €**	**8 000 €**	**10 000 €**	**8 000 €**
Acquisition de matériel pour les écoles de voile	10 000 €	8 000 €	10 000 €	8 000 €	10 000 €	8 000 €	10 000 €	8 000 €	10 000 €	8 000 €	10 000 €	8 000 €	10 000 €	8 000 €
Multisites	**100 000 €**	**80 000 €**	**100 000 €**	**80 000 €**	**100 000 €**	**80 000 €**	**100 000 €**	**80 000 €**	**100 000 €**	**80 000 €**	**100 000 €**	**80 000 €**	**100 000 €**	**80 000 €**
Travaux de câblage informatique des bâtiments	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €
Travaux imprévus décidés en cours d'année	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €	50 000 €	40 000 €
urgent	**657 000 €**	**315 180 €**	**30 000 €**	**7 800 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Agon-Coutainville	65 000 €	45 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Centre Jean Gachassin	**25 000 €**	**13 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Réfection d'un court de tennis extérieur	25 000 €	13 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole de voile	**20 000 €**	**16 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Réaménagement de l'accueil	20 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Tribunes	**20 000 €**	**16 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Réfection toiture	20 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Belval	15 000 €	12 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole	**15 000 €**	**12 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Abaissement du plafond dans 2 salles de classe	15 000 €	12 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Camprond	30 000 €	19 200 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole	**30 000 €**	**19 200 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation du bloc sanitaire	30 000 €	19 200 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Coutances	260 000 €	79 700 €	30 000 €	7 800 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole Claires-Fontaines	**200 000 €**	**57 500 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Remplacement de la production de chauffage	200 000 €	57 500 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Piscine	**30 000 €**	**14 400 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Réaménagement de l'accueil	30 000 €	14 400 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Skate Park	**30 000 €**	**7 800 €**	**30 000 €**	**7 800 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation et sécurisation	30 000 €	7 800 €	30 000 €	7 800 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Hambye	92 000 €	73 600 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole et ALSH	**92 000 €**	**73 600 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Travaux d'urgence préconisés par l'audit (chaudière école et charpente ALSH)	92 000 €	73 600 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Hauteville-sur-Mer	25 000 €	20 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole de voile	**25 000 €**	**20 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Réaménagement de l'accueil	25 000 €	20 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ouville	50 000 €	20 800 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole maternelle	**50 000 €**	**20 800 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Remplacement des menuiseries extérieures et ravalement	50 000 €	20 800 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Roncey	80 000 €	26 880 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2022	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2023	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2024	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Ecole	**80 000 €**	**26 880 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation d'une salle de classe (modulaire)	80 000 €	26 880 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Saint-Sauveur-Lendelin	30 000 €	18 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Gymnase	**30 000 €**	**18 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Remplacement des menuiseries extérieures	30 000 €	18 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Trelly	10 000 €	0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole	**10 000 €**	**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Enduit sur pignon Ouest	10 000 €	0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
programmé	**99 000 €**	**43 200 €**	**1 560 000 €**	**486 000 €**	**3 650 000 €**	**1 073 900 €**	**3 055 000 €**	**1 187 350 €**	**3 482 000 €**	**1 764 540 €**	**2 930 000 €**	**1 176 750 €**	**2 520 000 €**	**953 550 €**
Agon-Coutainville		0 €		0 €		0 €	275 000 €	82 500 €		0 €		0 €		0 €
Stade		**0 €**		**0 €**		**0 €**	**275 000 €**	**82 500 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation des vestiaires		0 €		0 €		0 €	275 000 €	82 500 €		0 €		0 €		0 €
Cerisy-la-Salle	30 000 €	18 000 €		0 €		0 €	620 000 €	342 000 €	1 900 000 €	1 140 000 €	200 000 €	120 000 €		0 €
Ecole	**30 000 €**	**18 000 €**		**0 €**		**0 €**	**620 000 €**	**342 000 €**	**1 900 000 €**	**1 140 000 €**	**200 000 €**	**120 000 €**		**0 €**
Rénovation-extension du groupe scolaire	30 000 €	18 000 €		0 €		0 €	620 000 €	342 000 €	1 900 000 €	1 140 000 €	200 000 €	120 000 €		0 €
Coutances	69 000 €	25 200 €	650 000 €	136 000 €	1 600 000 €	380 500 €	680 000 €	208 850 €	650 000 €	248 750 €	830 000 €	310 750 €	1 270 000 €	486 750 €
Aquascole		**0 €**		**0 €**	**100 000 €**	**24 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques et rénovation réseau informatique		0 €		0 €	100 000 €	24 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole élémentaire Claires-Fontaines		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**	**50 000 €**	**20 000 €**	**650 000 €**	**248 750 €**	**970 000 €**	**376 750 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques		0 €		0 €		0 €		0 €	50 000 €	20 000 €	650 000 €	248 750 €	970 000 €	376 750 €
Ecole maternelle Claires-Fontaines		**0 €**		**0 €**	**50 000 €**	**20 000 €**	**250 000 €**	**88 750 €**	**600 000 €**	**228 750 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques		0 €		0 €	50 000 €	20 000 €	250 000 €	88 750 €	600 000 €	228 750 €		0 €		0 €
Gymnase des Courtilles	**50 000 €**	**10 000 €**	**600 000 €**	**120 000 €**	**930 000 €**	**168 500 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation, mise en conformité PMR et amélioration performances énergétiques	50 000 €	10 000 €	600 000 €	120 000 €	930 000 €	168 500 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Gymnase Eléonore Daubrée		**0 €**	**50 000 €**	**16 000 €**	**500 000 €**	**160 000 €**	**430 000 €**	**120 100 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation, mise en conformité PMR et amélioration performances énergétiques		0 €	50 000 €	16 000 €	500 000 €	160 000 €	430 000 €	120 100 €		0 €		0 €		0 €
Salle d'harmonie		**0 €**		**0 €**	**20 000 €**	**8 000 €**		**0 €**		**0 €**	**180 000 €**	**62 000 €**	**300 000 €**	**110 000 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques		0 €		0 €	20 000 €	8 000 €		0 €		0 €	180 000 €	62 000 €	300 000 €	110 000 €
Tir à l'arc	**19 000 €**	**15 200 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Installation d'une passerelle permettant de traverser la Soulles	19 000 €	15 200 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Coutances mer et bocage		0 €	140 000 €	46 000 €	790 000 €	291 000 €	180 000 €	64 600 €	612 000 €	274 990 €		0 €	150 000 €	44 800 €
Multisites		**0 €**		**0 €**	**770 000 €**	**281 000 €**	**160 000 €**	**54 600 €**	**592 000 €**	**264 990 €**		**0 €**	**150 000 €**	**44 800 €**
Création ou rénovation d'éclairage des stades		0 €		0 €	270 000 €	83 000 €	160 000 €	54 600 €	92 000 €	17 490 €		0 €		0 €
Reconstruction à neuf de vestiaires foot et/ou de club-house		0 €		0 €	500 000 €	198 000 €		0 €	500 000 €	247 500 €		0 €	150 000 €	44 800 €
Patrimoine		**0 €**	**20 000 €**	**10 000 €**	**20 000 €**	**10 000 €**	**20 000 €**	**10 000 €**	**20 000 €**	**10 000 €**		**0 €**		**0 €**
Fourniture et pose de signalétique patrimoniale		0 €	20 000 €	10 000 €	20 000 €	10 000 €	20 000 €	10 000 €	20 000 €	10 000 €		0 €		0 €
Sentier du littoral		**0 €**	**120 000 €**	**36 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Aménagement du sentier du littoral pour le rendre 100% praticable		0 €	120 000 €	36 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Gavray		0 €		0 €	400 000 €	93 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Stade		**0 €**		**0 €**	**400 000 €**	**93 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Création d'un nouveau terrain de foot + vestiaires + éclairage		0 €		0 €	400 000 €	93 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Gouville-sur-Mer		0 €		0 €		0 €		0 €	120 000 €	52 800 €	900 000 €	374 000 €	900 000 €	374 000 €
Gymnase		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**	**120 000 €**	**52 800 €**	**900 000 €**	**374 000 €**	**900 000 €**	**374 000 €**
Construction d'un gymnase neuf		0 €		0 €		0 €		0 €	120 000 €	52 800 €	900 000 €	374 000 €	900 000 €	374 000 €
Heugueville/Tourville/Agon		0 €		0 €	60 000 €	26 400 €	300 000 €	132 000 €		0 €		0 €		0 €
Voie verte littorale		**0 €**		**0 €**	**60 000 €**	**26 400 €**	**300 000 €**	**132 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Création d'une voie verte allant du Pont de la Roque à la pointe d'Agon		0 €		0 €	60 000 €	26 400 €	300 000 €	132 000 €		0 €		0 €		0 €
Lingreville		0 €		0 €		0 €	800 000 €	309 400 €		0 €		0 €		0 €
Stade		**0 €**		**0 €**		**0 €**	**800 000 €**	**309 400 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Création d'un terrain de football synthétique		0 €		0 €		0 €	800 000 €	309 400 €		0 €		0 €		0 €
Montmartin-sur-Mer		0 €	20 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Pôle de Montmartin		**0 €**	**20 000 €**	**16 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Travaux de requalification de 2 locaux en vestiaire + bureaux		0 €	20 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Multisites		0 €		0 €		0 €	200 000 €	48 000 €	200 000 €	48 000 €	200 000 €	48 000 €	200 000 €	48 000 €
Multisites		**0 €**		**0 €**		**0 €**	**200 000 €**	**48 000 €**	**200 000 €**	**48 000 €**	**200 000 €**	**48 000 €**	**200 000 €**	**48 000 €**
Rénovation totale de 2 vestiaires de foot par an (16 au total hors opérations particulières mentionnées plus haut)		0 €		0 €		0 €	200 000 €	48 000 €	200 000 €	48 000 €	200 000 €	48 000 €	200 000 €	48 000 €
Roncey		0 €		0 €	50 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Stade		**0 €**		**0 €**	**50 000 €**	**16 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Construction d'un club-house		0 €		0 €	50 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Saint-Pierre-de-Coutances		0 €	750 000 €	288 000 €	750 000 €	267 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2022	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2023	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2024	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Salle de gymnastique		**0 €**	**750 000 €**	**288 000 €**	**750 000 €**	**267 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Extension de la salle de gymnastique (acquisition 2020 + travaux 2021)		0 €	750 000 €	288 000 €	750 000 €	267 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Saint-Sauveur-Lendelin		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €	800 000 €	324 000 €		0 €
Gymnase		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**	**800 000 €**	**324 000 €**		**0 €**
Construction d'une annexe sportive à proximité du collège		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €	800 000 €	324 000 €		0 €
en cours	**2 945 470 €**	**1 125 909 €**	**2 870 000 €**	**1 162 079 €**	**1 000 000 €**	**626 000 €**	**1 550 000 €**	**1 266 000 €**	**2 170 000 €**	**1 896 000 €**		**0 €**		**0 €**
5 communes pôle Montmartin	247 740 €	0 €	120 000 €	0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Campings	**36 000 €**	**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Audit des campings dans le cadre du schéma directeur de 5 communes littorales	36 000 €	0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Station et réseaux d'assainissement	**211 740 €**	**0 €**	**120 000 €**	**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Schéma directeur d'assinissement de 5 communes littorales	211 740 €	0 €	120 000 €	0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Agon-Coutainville	705 000 €	134 818 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €	50 000 €	40 000 €		0 €		0 €		0 €
Centre Jean Gachassin	**45 000 €**	**15 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Création d'un court de padel	45 000 €	15 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Gymnase	**600 000 €**	**119 818 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation, mise en conformité PMR et amélioration performances énergétiques	600 000 €	119 818 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Station et réseaux d'assainissement	**60 000 €**	**0 €**	**100 000 €**	**0 €**	**100 000 €**	**0 €**	**50 000 €**	**40 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Schéma directeur d'assainissement EU/EP sur Agon-Coutainville	60 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €	50 000 €	40 000 €		0 €		0 €		0 €
Belval	227 000 €	0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Voirie communautaire	**227 000 €**	**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Suppression du passage à niveau n°30 par délégation de maîtrise d'ouvrage de la commune	227 000 €	0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Blainville-sur-Mer	250 000 €	250 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole	**250 000 €**	**250 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Participation financement plateau sportif et parking école	250 000 €	250 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Coutances	60 000 €	16 800 €		0 €		0 €		0 €	670 000 €	670 000 €		0 €		0 €
Aire d'Accueil Gens du Voyage	**60 000 €**	**16 800 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Construction d'une salle d'activité	60 000 €	16 800 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Centre de secours		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**	**670 000 €**	**670 000 €**		**0 €**		**0 €**
Participation au financement de nouvelles casernes de pompier		0 €		0 €		0 €		0 €	670 000 €	670 000 €		0 €		0 €
Coutances mer et bocage	585 000 €	433 400 €	700 000 €	596 000 €	700 000 €	596 000 €	1 300 000 €	1 196 000 €	1 300 000 €	1 196 000 €		0 €		0 €
Bâtiments divers	**270 000 €**	**118 400 €**	**200 000 €**	**96 000 €**	**200 000 €**	**96 000 €**	**200 000 €**	**96 000 €**	**200 000 €**	**96 000 €**		**0 €**		**0 €**
Réalisation d'audits énergétiques	70 000 €	22 400 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Travaux de mise en conformité au regard du programme AD'AP	200 000 €	96 000 €	200 000 €	96 000 €	200 000 €	96 000 €	200 000 €	96 000 €	200 000 €	96 000 €		0 €		0 €
Multisites	**315 000 €**	**315 000 €**	**500 000 €**	**500 000 €**	**500 000 €**	**500 000 €**	**1 100 000 €**	**1 100 000 €**	**1 100 000 €**	**1 100 000 €**		**0 €**		**0 €**
Participation au déploiement de la fibre optique par Manche Numérique	315 000 €	315 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €	1 100 000 €	1 100 000 €	1 100 000 €	1 100 000 €		0 €		0 €
Gavray	110 000 €	40 000 €	350 000 €	90 000 €	200 000 €	30 000 €	200 000 €	30 000 €	200 000 €	30 000 €		0 €		0 €
Logements gendarmerie	**10 000 €**	**8 000 €**		**0 €**	**200 000 €**	**30 000 €**	**200 000 €**	**30 000 €**	**200 000 €**	**30 000 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques (2 logts / an)	10 000 €	8 000 €		0 €	200 000 €	30 000 €	200 000 €	30 000 €	200 000 €	30 000 €		0 €		0 €
Office de tourisme	**50 000 €**	**12 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Aménagement de nouveaux locaux	50 000 €	12 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Salle Jean Orvain	**50 000 €**	**20 000 €**	**350 000 €**	**90 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Création de vestiaires, de sanitaires et d'un dojo	50 000 €	20 000 €	350 000 €	90 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Hauteville-la-Guichard	15 730 €	15 730 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Ecole	**15 730 €**	**15 730 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Participation financement chaufferie bois école/mairie	15 730 €	15 730 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Montmartin-sur-Mer	250 000 €	73 561 €	1 550 000 €	456 079 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Gymnase	**250 000 €**	**73 561 €**	**1 550 000 €**	**456 079 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Rénovation-extension du gymnase et créations zones d'escalade supplémentaires	250 000 €	73 561 €	1 550 000 €	456 079 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Multisites	360 000 €	57 600 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Station et réseaux d'assainissement	**360 000 €**	**57 600 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Mini-stations d'alerte	360 000 €	57 600 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Regnéville-sur-Mer	45 000 €	18 000 €	50 000 €	20 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Cale	**45 000 €**	**18 000 €**	**50 000 €**	**20 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Réparation cale d'accès zone de mouillage	45 000 €	18 000 €	50 000 €	20 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Saint-Sauveur-Lendelin	70 000 €	70 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Rue Chesnée	**70 000 €**	**70 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Participation travaux de voirie (part communautaire pour les enrobés)	70 000 €	70 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Tourville-sur-Sienne	20 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Stade	**20 000 €**	**16 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Revêtement en enrobé du parking	20 000 €	16 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2022	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2023	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de Dépenses 2024	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Multiples	**601 000 €**	**480 800 €**	**770 000 €**	**616 000 €**	**400 000 €**	**320 000 €**	**500 000 €**	**400 000 €**	**500 000 €**	**400 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**
récurrent	**216 000 €**	**172 800 €**	**220 000 €**	**176 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**	**280 000 €**	**224 000 €**	**280 000 €**	**224 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**
Coutances mer et bocage	216 000 €	172 800 €	220 000 €	176 000 €	180 000 €	144 000 €	280 000 €	224 000 €	280 000 €	224 000 €	180 000 €	144 000 €	180 000 €	144 000 €
Multisites	**216 000 €**	**172 800 €**	**220 000 €**	**176 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**	**280 000 €**	**224 000 €**	**280 000 €**	**224 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**	**180 000 €**	**144 000 €**
Acquisition de mobilier	56 000 €	44 800 €	80 000 €	64 000 €	40 000 €	32 000 €	140 000 €	112 000 €	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €
Acquisition de petit équipement pour les services	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €	40 000 €	32 000 €
Acquisition de véhicules, de matériel techniques et de transport	120 000 €	96 000 €	100 000 €	80 000 €	100 000 €	80 000 €	100 000 €	80 000 €	200 000 €	160 000 €	100 000 €	80 000 €	100 000 €	80 000 €
en cours	**385 000 €**	**308 000 €**	**550 000 €**	**440 000 €**	**220 000 €**	**176 000 €**	**220 000 €**	**176 000 €**	**220 000 €**	**176 000 €**		**0 €**		**0 €**
Coutances mer et bocage	385 000 €	308 000 €	550 000 €	440 000 €	220 000 €	176 000 €	220 000 €	176 000 €	220 000 €	176 000 €		0 €		0 €
Multisites	**385 000 €**	**308 000 €**	**550 000 €**	**440 000 €**	**220 000 €**	**176 000 €**	**220 000 €**	**176 000 €**	**220 000 €**	**176 000 €**		**0 €**		**0 €**
Schéma directeur des systèmes d'information	385 000 €	308 000 €	550 000 €	440 000 €	220 000 €	176 000 €	220 000 €	176 000 €	220 000 €	176 000 €		0 €		0 €
OM	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**		**0 €**		**0 €**
(vide)	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**	**23 000 €**		**0 €**		**0 €**
Coutances mer et bocage	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €		0 €		0 €
Multisites	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**		**0 €**		**0 €**
Achat de containeurs et bacs roulants	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €		0 €		0 €
Gratôt	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €		0 €		0 €
Déchetterie	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €		0 €		0 €
Provision pour installations techniques à la déchetterie	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €		0 €		0 €
Provision pour travaux à la déchetterie	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €		0 €		0 €
Santé	**300 000 €**	**300 000 €**	**450 000 €**	**450 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
(vide)	**300 000 €**	**300 000 €**	**450 000 €**	**450 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Gouville-sur-Mer	100 000 €	100 000 €	150 000 €	150 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Maison médicale	**100 000 €**	**100 000 €**	**150 000 €**	**150 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Extension pour accueillir de nouveaux ophtalmos	100 000 €	100 000 €	150 000 €	150 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Roncey	200 000 €	200 000 €	300 000 €	300 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Maison médicale	**200 000 €**	**200 000 €**	**300 000 €**	**300 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Construction neuve (maîtrise d'ouvrage déléguée)	200 000 €	200 000 €	300 000 €	300 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
ZA	**840 000 €**	**840 000 €**	**920 000 €**	**920 000 €**	**870 000 €**	**870 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**		**0 €**		**0 €**
(vide)	**840 000 €**	**840 000 €**	**920 000 €**	**920 000 €**	**870 000 €**	**870 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**		**0 €**		**0 €**
Gouville-sur-Mer	140 000 €	140 000 €		0 €	100 000 €	100 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Zone conchylicole	**140 000 €**	**140 000 €**		**0 €**	**100 000 €**	**100 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Extension de la zone conchylicole	140 000 €	140 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Extension de la zone pour accueillir le SMEL, LABEO et le CRC		0 €		0 €	100 000 €	100 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Orval-sur-Sienne		0 €	820 000 €	820 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €		0 €		0 €
Zone d'activité		**0 €**	**820 000 €**	**820 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**	**770 000 €**		**0 €**		**0 €**
Création d'une zone d'activité sur 22 hectares		0 €	820 000 €	820 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €	770 000 €		0 €		0 €
Quettreville-sur-Sienne	700 000 €	700 000 €	100 000 €	100 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Zone artisanale	**700 000 €**	**700 000 €**	**100 000 €**	**100 000 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**		**0 €**
Extension de la zone artisanale des Prémesnils	700 000 €	700 000 €	100 000 €	100 000 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €
Total général	**8 796 712 €**	**6 235 331 €**	**9 355 145 €**	**6 167 024 €**	**8 504 070 €**	**5 243 970 €**	**8 716 459 €**	**6 234 809 €**	**8 762 386 €**	**6 450 926 €**	**4 185 000 €**	**2 180 750 €**	**3 775 000 €**	**1 957 550 €**

Budget - ANNEXE 4 programmé
libellé codage

(Plusieurs éléments)
autre

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Agon-Coutainville	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**82 500 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Stade	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**82 500 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation des vestiaires	0 €	0 €	0 €	82 500 €	0 €	0 €	0 €
Cerisy-la-Salle	**18 000 €**	**0 €**	**0 €**	**342 000 €**	**1 140 000 €**	**120 000 €**	**0 €**
Ecole	**18 000 €**	**0 €**	**0 €**	**342 000 €**	**1 140 000 €**	**120 000 €**	**0 €**
Rénovation-extension du groupe scolaire	18 000 €	0 €	0 €	342 000 €	1 140 000 €	120 000 €	0 €
Coutances	**25 200 €**	**136 000 €**	**380 500 €**	**208 850 €**	**248 750 €**	**310 750 €**	**486 750 €**
Aquascole	**0 €**	**0 €**	**24 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques et rénovation réseau informatique	0 €	0 €	24 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ecole élémentaire Claires-Fontaines	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**20 000 €**	**248 750 €**	**376 750 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques	0 €	0 €	0 €	0 €	20 000 €	248 750 €	376 750 €
Ecole maternelle Claires-Fontaines	**0 €**	**0 €**	**20 000 €**	**88 750 €**	**228 750 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques	0 €	0 €	20 000 €	88 750 €	228 750 €	0 €	0 €
Gymnase des Courtilles	**10 000 €**	**120 000 €**	**168 500 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation, mise en conformité PMR et amélioration performances énergétiques	10 000 €	120 000 €	168 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gymnase Eléonore Daubrée	**0 €**	**16 000 €**	**160 000 €**	**120 100 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation, mise en conformité PMR et amélioration performances énergétiques	0 €	16 000 €	160 000 €	120 100 €	0 €	0 €	0 €
Salle d'harmonie	**0 €**	**0 €**	**8 000 €**	**0 €**	**0 €**	**62 000 €**	**110 000 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques	0 €	0 €	8 000 €	0 €	0 €	62 000 €	110 000 €
Tir à l'arc	**15 200 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Installation d'une passerelle permettant de traverser la Soulles	15 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Coutances mer et bocage	**0 €**	**46 000 €**	**291 000 €**	**64 600 €**	**274 990 €**	**0 €**	**44 800 €**
Multisites	**0 €**	**0 €**	**281 000 €**	**54 600 €**	**264 990 €**	**0 €**	**44 800 €**
Création ou rénovation d'éclairage des stades	0 €	0 €	83 000 €	54 600 €	17 490 €	0 €	0 €
Reconstruction à neuf de vestiaires foot et/ou de club-house	0 €	0 €	198 000 €	0 €	247 500 €	0 €	44 800 €
Sentier du littoral	**0 €**	**36 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aménagement du sentier du littoral pour le rendre 100% praticable	0 €	36 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Patrimoine	**0 €**	**10 000 €**	**10 000 €**	**10 000 €**	**10 000 €**	**0 €**	**0 €**
Fourniture et pose de signalétique patrimoniale	0 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	0 €	0 €
Gavray	**0 €**	**0 €**	**93 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Stade	**0 €**	**0 €**	**93 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Création d'un nouveau terrain de foot + vestiaires + éclairage	0 €	0 €	93 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gouville-sur-Mer	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**52 800 €**	**374 000 €**	**374 000 €**
Gymnase	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**52 800 €**	**374 000 €**	**374 000 €**
Construction d'un gymnase neuf	0 €	0 €	0 €	0 €	52 800 €	374 000 €	374 000 €
Heugueville/Tourville/Agon	**0 €**	**0 €**	**26 400 €**	**132 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Voie verte littorale	**0 €**	**0 €**	**26 400 €**	**132 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Création d'une voie verte allant du Pont de la Roque à la pointe d'Agon	0 €	0 €	26 400 €	132 000 €	0 €	0 €	0 €
Lingreville	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**309 400 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Stade	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**309 400 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Création d'un terrain de football synthétique	0 €	0 €	0 €	309 400 €	0 €	0 €	0 €
Montmartin-sur-Mer	**0 €**	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Pôle de Montmartin	**0 €**	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Travaux de requalification de 2 locaux en vestiaire + bureaux	0 €	16 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Multisites	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**48 000 €**	**48 000 €**	**48 000 €**	**48 000 €**
Multisites	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**48 000 €**	**48 000 €**	**48 000 €**	**48 000 €**
Rénovation totale de 2 vestiaires de foot par an (16 au total hors opérations particulières mentionnées plus haut)	0 €	0 €	0 €	48 000 €	48 000 €	48 000 €	48 000 €
Roncey	**0 €**	**0 €**	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Stade	**0 €**	**0 €**	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Construction d'un club-house	0 €	0 €	16 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-de-Coutances	**0 €**	**288 000 €**	**267 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Salle de gymnastique	**0 €**	**288 000 €**	**267 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Extension de la salle de gymnastique (acquisition 2020 + travaux 2021)	0 €	288 000 €	267 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Sauveur-Lendelin	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**324 000 €**	**0 €**
Gymnase	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**324 000 €**	**0 €**
Construction d'une annexe sportive à proximité du collège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	324 000 €	0 €
Total général	**43 200 €**	**486 000 €**	**1 073 900 €**	**1 187 350 €**	**1 764 540 €**	**1 176 750 €**	**953 550 €**

Budget - ANNEXE 2 projets urgents (Plusieurs éléments)
libellé codage urgent

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Agon-Coutainville	**45 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Centre Jean Gachassin	**13 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réfection d'un court de tennis extérieur	13 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ecole de voile	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réaménagement de l'accueil	16 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tribunes	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réfection toiture	16 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Belval	**12 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole	12 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Abaissement du plafond dans 2 salles de classe	12 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Camprond	**19 200 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole	**19 200 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation du bloc sanitaire	19 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Coutances	**79 700 €**	**7 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole Claires-Fontaines	**57 500 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Remplacement de la production de chauffage	57 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Piscine	**14 400 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réaménagement de l'accueil	14 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Skate Park	**7 800 €**	**7 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation et sécurisation	7 800 €	7 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hambye	**73 600 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole et ALSH	**73 600 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Travaux d'urgence préconisés par l'audit (chaudière école et charpente ALSH)	73 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauteville-sur-Mer	**20 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole de voile	**20 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réaménagement de l'accueil	20 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ouville	**20 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole maternelle	**20 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Remplacement des menuiseries extérieures et ravalement	20 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Roncey	**26 880 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole	**26 880 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation d'une salle de classe (modulaire)	26 880 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Sauveur-Lendelin	**18 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Gymnase	**18 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Remplacement des menuiseries extérieures	18 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Trelly	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Enduit sur pignon Ouest	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total général	**315 180 €**	**7 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**

Budget - ANNEXE 3 projets récurrents (Plusieurs éléments)
libellé codage récurrent

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Coutances mer et bocage	**980 800 €**	**1 008 000 €**	**976 000 €**	**1 056 000 €**	**1 016 000 €**	**916 000 €**	**916 000 €**
ALSH	**0 €**	**0 €**	**20 000 €**	**20 000 €**	**20 000 €**	**0 €**	**0 €**
Mise en place d'aires de jeux	0 €	0 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	0 €	0 €
Bâtiments divers	**160 000 €**	**184 000 €**	**184 000 €**	**184 000 €**	**184 000 €**	**184 000 €**	**184 000 €**
Amélioration des performances énergétiques des systèmes de chauffage (régulation, calorifuge, etc.)	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Installation d'éclairages à source LED	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Remplacement de menuiseries extérieures	40 000 €	64 000 €	64 000 €	64 000 €	64 000 €	64 000 €	64 000 €
Travaux d'isolation thermique (isolation de combles, par l'extérieur, etc.)	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Ecoles	**60 000 €**	**60 000 €**	**40 000 €**	**40 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Remplacement d'aires de jeux	60 000 €	60 000 €	40 000 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €
Multisites	**280 800 €**	**284 000 €**	**252 000 €**	**332 000 €**	**332 000 €**	**252 000 €**	**252 000 €**
Acquisition de matériel sportif (agrès, matelas, escalade)	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Acquisition de matériel technique spécifique (tondeuses, arroseurs, etc...)	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Acquisition de véhicules, de matériel techniques et de transport	96 000 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €	160 000 €	80 000 €	80 000 €
Acquisition de mobilier	44 800 €	64 000 €	32 000 €	112 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €
Acquisition de petit équipement pour les services	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €
Installation ou remplacement d'installations spécifiques sur les stades (pare-ballons, mains courantes, etc...)	28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €
Voiries diverses	**480 000 €**	**480 000 €**	**480 000 €**	**480 000 €**	**480 000 €**	**480 000 €**	**480 000 €**
Réfection des voiries communautaires	480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €	480 000 €
Multisites	**88 000 €**	**88 000 €**	**88 000 €**	**88 000 €**	**88 000 €**	**88 000 €**	**88 000 €**
Ecoles de voile	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**	**8 000 €**
Acquisition de matériel pour les écoles de voile	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Multisites	**80 000 €**	**80 000 €**	**80 000 €**	**80 000 €**	**80 000 €**	**80 000 €**	**80 000 €**
Travaux imprévus décidés en cours d'année	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Travaux de câblage informatique des bâtiments	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Total général	**1 068 800 €**	**1 096 000 €**	**1 064 000 €**	**1 144 000 €**	**1 104 000 €**	**1 004 000 €**	**1 004 000 €**

Budget - ANNEXE 1 - Projets en cours
libellé codage

(Plusieurs éléments)
engagé

Étiquettes de lignes	Somme de dépenses 2019 nettes de recettes	Somme de dépenses 2020 nettes de recettes	Somme de dépenses 2021 nettes de recettes	Somme de dépenses 2022 nettes de recettes	Somme de dépenses 2023 nettes de recettes	Somme de dépenses 2024 nettes de recettes	Somme de dépenses 2025 nettes de recettes
Centre Jean Gachassin	**15 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Création d'un court de padel	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gymnase	**119 818 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation, mise en conformité PMR et amélioration performances énergétiques	119 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Station et réseaux d'assainissement	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**40 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Schéma directeur d'assainissement EU/EP sur Agon-Coutainville	0 €	0 €	0 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €
Belval	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole	**250 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Participation financement plateau sportif et parking école	250 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Coutances	**16 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**670 000 €**	**0 €**	**0 €**
Aire d'Accueil Gens du Voyage	**16 800 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Construction d'une salle d'activité	16 800 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Centre de secours	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**670 000 €**	**0 €**	**0 €**
Participation au financement de nouvelles casernes de pompier	0 €	0 €	0 €	0 €	670 000 €	0 €	0 €
Coutances mer et bocage	**741 400 €**	**1 036 000 €**	**772 000 €**	**1 372 000 €**	**1 372 000 €**	**0 €**	**0 €**
Bâtiments divers	**118 400 €**	**96 000 €**	**96 000 €**	**96 000 €**	**96 000 €**	**0 €**	**0 €**
Réalisation d'audits énergétiques	22 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux de mise en conformité au regard du programme AD'AP	96 000 €	96 000 €	96 000 €	96 000 €	96 000 €	0 €	0 €
Multisites	**623 000 €**	**940 000 €**	**676 000 €**	**1 276 000 €**	**1 276 000 €**	**0 €**	**0 €**
Participation au déploiement de la fibre optique par Manche Numérique	315 000 €	500 000 €	500 000 €	1 100 000 €	1 100 000 €	0 €	0 €
Schéma directeur des systèmes d'information	308 000 €	440 000 €	176 000 €	176 000 €	176 000 €	0 €	0 €
Gavray	**40 000 €**	**90 000 €**	**30 000 €**	**30 000 €**	**30 000 €**	**0 €**	**0 €**
Logements gendarmerie	**8 000 €**	**0 €**	**30 000 €**	**30 000 €**	**30 000 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation et amélioration performances énergétiques (2 logts / an)	8 000 €	0 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	0 €	0 €
Office de tourisme	**12 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Aménagement de nouveaux locaux	12 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Salle Jean Orvain	**20 000 €**	**90 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Création de vestiaires, de sanitaires et d'un dojo	20 000 €	90 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauteville-la-Guichard	**15 730 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Ecole	**15 730 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Participation financement chaufferie bois école/mairie	15 730 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Montmartin-sur-Mer	**73 561 €**	**456 079 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Gymnase	**73 561 €**	**456 079 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rénovation-extension du gymnase et créations zones d'escalade supplémentaires	73 561 €	456 079 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Multisites	**57 600 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Station et réseaux d'assainissement	**57 600 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Mini-stations d'alerte	57 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Regnéville-sur-Mer	**18 000 €**	**20 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Cale	**18 000 €**	**20 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Réparation cale d'accès zone de mouillage	18 000 €	20 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Sauveur-Lendelin	**70 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Rue Chesnée	**70 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Participation travaux de voirie (part communautaire pour les enrobés)	70 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tourville-sur-Sienne	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Stade	**16 000 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
Revêtement en enrobé du parking	16 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total général	**1 433 909 €**	**1 602 079 €**	**802 000 €**	**1 442 000 €**	**2 072 000 €**	**0 €**	**0 €**